

9^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie



الدورة التاسعة للمسابقة الدولية للمرافعات
حول حقوق الإنسان بموريتانيا



Jeudi 15 décembre 2022
Nouakchott



الخميس 15 ديسمبر 2022
نواكشوط

Photo : Maître Melzak Daffar, mardi 2021 ©Med Lemme Rajel

9^{ème} Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

**Jeudi 15 décembre 2022
Nouakchott**

REMERCIEMENTS

Responsables de publication : Nicole Ameline et Jonas Bochet - Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Mise en page : *image*  *france*

Relecture : Jonas Bochet, Eve Mesnil Letellier - Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Impression : Crea Communication, Ilot Z 0023 / BP: 3304 - Nouakchott - Mauritanie

Tél. : +(222) 45 25 66 85 - Fax : +(222) 45 25 53 56

E-mail : contact.creacom1@gmail.com

www.creamauritanie.net

Table des matières

Michel SONDERNYSE

« L’avocat, le dernier rempart contre l’arbitraire » p.9

Karim MAZOURKI

« Shireen Abu Akleh... Une voix qui ne peut être assassinée ! » . p.15

Nanadjingue FREDERIC

« Entre pesanteurs sociales dégradantes
et sexisme déshumanisant » p.21

Ahmed SIDENA

« Le respect du droit à la défense est la garantie
d’un procès équitable » p.29

Oussama ZAGROUBA

« La cigarette est nocive pour la santé ! » p.33

Noellie Iyewa GAGLO

« La dépénalisation du délit de presse au Togo, une chimère » ... p.39

Ijlal EL HAOULANI

« Le droit à la vie et l’abolition de la peine de mort » p.45

Mohamed Oumar SALECK

« Ainsi s’éteint la lumière de la vérité »..... p.51

Michel Sondernyse

ميشل سوندارنيز

« L'avocat, le dernier rempart contre l'arbitraire »

« المحامي آخر الدفاعات في مواجهة التعسف الوقائع »

M^e Robinson Pierre Louis a été arrêté le 22 juillet 2022 pour son implication présumée dans la libération de Fritz Jean Relus et Jonas Georges, arrêtés pour trafic d'armes et de munitions à Port-de-Paix le 5 juillet dernier dans le département du Nord-ouest.

Me Robinson Pierre Louis, membre du Barreau de Port-au-Prince, Secrétaire de l'Ordre des avocats de ce même Barreau et secrétaire général de la Fédération des Barreaux d'Haïti, prêtait aussi ses services à titre de conseiller au cabinet du ministre de la Justice et de la sécurité publique, il se trouve actuellement incarcéré au Pénitencier national. Selon un rapport d'enquête du Bureau des Affaires financières et économiques (BAFE), de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), lequel rapport circule sur les réseaux sociaux, sans aucun démenti de la Police Nationale d'Haïti, Me Robinson Pierre Louis est reproché d'actes de trafic d'influence, forfaiture, suspicion de corruption, et d'Associations de malfaiteurs.

Dans le rapport d'enquête produit par le BAFE, Me Robinson Pierre Louis a déclaré qu'il est intervenu dans le cadre de ce dossier à titre d'avocat de Jonas Georges, propriétaire du bateau « Miss Lili » à bord duquel a été trouvée une cargaison d'armes et de munitions.

Mesdames et Messieurs les membres du jury,

Honorables invités ;

Recevez Mes meilleures salutations.

2014 c'est la sortie de cette musique à la fois entraînante et déchirante « Ayiti pam lan diferan (Mon Haïti à moi est différent) ». Deux artistes populaires haïtiens chantent leurs versions d'Haïti. Mesdames et Messieurs les membres du jury, laissez-moi vous présenter la mienne, car dans la réalité, chaque couche sociale de ce pays se retrouve dans un Haïti différent.

Mon pays qui s'étend sur une superficie de 27 750 km² a une population estimée à 11 905 897 habitants. Ce pays montagneux cache de nombreuses ressources naturelles, ses habitants accueillant et chaleureux vous parleront de leur histoire qui fait leur fierté. Après tout on est le premier peuple noir indépendant, on a vaincu la grande armée Napoléonienne. Les Haïtiens vous parleront de leurs musiques rasin, twoubadou, konpa, rara, ils vous parleront du vaudou, de leurs cuisines avec fierté, amour et passions. Dans nos milieux ruraux vous découvrirez le vrai sens du mot partage. Pas de luxes, pas de luxures, nos paysans vont vous accueillir et vous offrir ce qu'ils ont de meilleures parce que dans nos mœurs et culture c'est important de bien accueillir un(e) étranger(e), que vous soyez fils du terroir ou non, de la localité ou non. On vous accueillera avec ce savoir-faire dont nous autres haïtiens connaissons le secret.

Vous autres membres du jury, ne connaissez peut-être que cet Haïti décrit dans les journaux. Cet Haïti qui essuie catastrophe naturelle, politique, économique et sociale depuis plus de trois décennies. Vous avez sûrement entendu parler de l'assassinat du Bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, l'assassinat du président de la république, l'assassinat de journaliste, la violence de la populations dans les rues pour manifester leurs mécontentement contre la dilapidation des fonds petro-caribe, la rareté du carburant... La paralysie de quatre département par les gangs armées ; et sans aucun précédent dans l'histoire de la démocratie et de la hiérarchie des pouvoirs, un premier ministre gouvernant par décret sans parlement fonctionnel pendant que le pouvoir judiciaire bat de l'aile. Même si j'aurais aimé que cela ne soit pas la réalité, c'est le lot quotidien de tous ceux vivant sur ce territoire.

Malgré tout nous sommes nombreux qui voulons croire encore dans le peu d'institution qui nous reste. Parce que nous savons au fond de nous que le pays ne peut et ne doit pas rester comme ça. Nombreux sont ceux qui veulent apprendre à pouvoir comprendre le fonctionnement de la justice, la ligne de démarcation entre le droit, la justice et la morale. Lorsque l'on médiatise des cas... Je dois vous dire que Mesdames et Messieurs les membres du jury, depuis plus de 10 ans, les affaires juridiques se traitent en fonction de l'opinion publique, les cas sont tellement médiatisés que tout suspect sous le feu des projecteurs est présumé coupable, que dis-je ? Est coupable.

Depuis plus de 10 ans on réinvente le droit, on réinvente les notions de justice en Haïti. Les dossiers circulent sur les réseaux sociaux et tout le monde peut se permettre d'émettre son opinion, ce qui n'est pas trop grave. Le danger vient du fait que la population soit telle-

ment terrorisée qu'elle accepte sans se poser de questions tout écart judiciaire et peu importe qui le commet, la Police, un commissaire du gouvernement, un juge. Pourquoi la population, demanderait-elle des comptes ? Que l'on coupe la tête de tous ceux qui de près ou de loin contribue au malheur du pays. Voilà l'Idéal de justice qu'on offre à une population qui ignore les rouages de la justice et n'a aucune considération pour le droit à la défense, la présomption d'innocence et le droit à la liberté. Avec l'arrestation de Me Pierre Louis l'opinion publique, se retrouve dans une spirale de manipulation sans possibilité de comprendre ce que c'est que de dire le mot du Droit, de rendre justice. Cette situation est déchirante. Non seulement elle sape les droits et libertés fondamentaux d'un individu ; elle souille un contre-pouvoir institutionnel encore en place car on ne peut ignorer le poids symbolique de cette arrestation

Etant invité à se présenter au BAFE, Me Pierre Louis s'y est rendu sans avocat, après tout ce n'était qu'une invitation. Et à la suite d'une confrontation entre lui et le commissaire du gouvernement accusé d'avoir libéré en toute illégalité certains accusés du dossier de Port-de-Paix, Me Pierre Louis, un avocat, membre du Barreau de Port-au-Prince, Secrétaire de l'Ordre des avocats de ce même Barreau et secrétaire général de la Fédération des Barreaux d'Haïti se retrouve en garde-vue. Les réseaux sociaux s'enflamment, l'opinion publique se déchire. Certains remettent en question son éthique, sa moralité, son patriotisme. Au grand désarroi de tous, et comme d'habitude, le grand public ne peut discerner les procédures à suivre ; il est forcément coupable.

Et pourtant, cette arrestation viole toute une batterie de loi en vigueur en Haïti. Elle va à l'encontre de la Constitution haïtienne de 1987 amendée par la loi constitutionnelle du 9 mai 2011 ; en ses articles 24, 24.1 et 24.2 et à l'encontre de la loi du 29 novembre 1994 portant création, organisation et fonctionnement de la Police Nationale d'Haïti (PNH), notamment ses articles 30 et 31.

Cette arrestation va à l'encontre de la :

- Convention américaine relative aux droits de l'Homme du 22 novembre 1969, ratifiée par Haïti le 20 août 1979, en ses articles 7.1, 7.2 et 7.3 ;
- Du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, ratifié par Haïti le 6 février 1991, en son article 9.1 ;
- Du Code d'instruction criminelle haïtien, en particulier les dispositions de l'article 30, je cite : « Dans le cas de flagrant délit, le Com-

missaire du Gouvernement fera saisir les prévenus présents, contre lesquels il existerait des indices graves, et, après les avoir interrogés, décernera contre eux le mandat de dépôt. Si le prévenu n'est pas présent, le Commissaire du Gouvernement rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître : cette ordonnance s'appelle mandat d'amener. La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile. »

L'arrestation arbitraire d'un avocat dans l'exercice de la défense de son client qui plus est, l'un des représentants de l'ensemble des avocats du pays porte un coup fatal non seulement à la profession et à son avenir mais aussi au droit à la défense. Me Pierre Louis a été arrêté en totale violation du décret du 29 mars 1979 réglementant l'exercice de la profession d'avocat en Haïti, des Principes de base sur le rôle du Barreau adoptés à la Havane en 1990 par l'Organisation des Nations Unies, des statuts de la Fédération des Barreaux d'Haïti (FBH) et du code de Déontologie de la profession d'avocat adopté par le Conseil d'Administration de la FBH.

Cet excès d'enfermement sape les droits de la défense d'un individu, des droits qui doivent être respectés de la manière la plus concrète et la plus effective qui soit. S'il est un devoir pour l'avocat de défendre son client ; il est un impératif pour l'Etat en général, pour le pouvoir judiciaire en particulier, d'offrir la garantie à la corporation qu'en aucun cas un avocat ne serait assimilé à son client. Les garanties aux libres exercices de la profession sont des conditions essentielles pour le plein exercice du droit à la défense. Valider cette arrestation arbitraire, c'est mettre en péril toute une profession d'autant que le droit à la défense va au-delà d'une simple règle, c'est le principal fondement de la procédure pénale. Et comment peut-on parler de justice quand la défense est menacée ? Comment peut-on parler de respect de la procédure quand le droit à la défense est bafoué ?

Il est peut-être temps d'offrir à l'opinion publique haïtienne une décision de justice dans les règles de cette dernière. Car il est essentiel que celle-ci comprenne que rendre justice va au-delà des sentiments et/ou ressentiment qu'un accusé puisse faire ressortir. Une décision de justice aussi injuste qu'elle puisse paraître, doit être rendue dans le respect des règles de Droit. Rendre la justice c'est exercer le pouvoir judiciaire dans la reconnaissance du droit des personnes, le respect des principes du procès équitable, de la probité et de la déontologie.

La loi haïtienne est assez précise en ce qui a trait aux procédures d'arrestation et de mise en détention d'un individu. Et elle est très

précise en ce qui rapporte aux cas impliquant un avocat. Avec tout ce qui se passe dans ce pays, on ne peut, on ne doit pas se permettre de menacer la liberté individuelle et d'aller à l'encontre de nos procédures judiciaires. Cela ne fera que mettre en péril les droits fondamentaux de tout âme vivant sur ces 27 750 km². Cela ne fera qu'échouer notre lutte, oui cette lutte que nous menons tous pour l'établissement d'un Etat de droit en Haïti. Et cela tuera par la même occasion le bougeon de démocratie qu'on essaie de faire pousser dans ce pays.

L'avocat est le dernier rempart contre l'arbitraire, en aucun cas on ne peut accepter qu'il en soit victime. Et c'est justement en se basant sur le symbolisme de cette arrestation qu'on ne doit accepter que les procédures tracées par la constitution, les conventions internationales en vigueur en Haïti et la législation haïtienne soient bafouées. Que l'on se prononce en faveur de la libération de Me Pierre-Louis, ce sera Droit.

Merci !

Karim MAZOURKI

كريم المرزوقي شيرين أبو عاقلة

« Shireen Abu Akleh...

Une voix qui ne peut être assassinée ! »

« شيرين أبو عاقلة... اغتيال صوت لا يُغتال ! »

En terre de Palestine, une fleur source de vérité,

Dans le cœur une résistante et sur la carte une correspondante.

A chaque crime qu'il commet, l'occupant se trouve visé par l'image qu'elle diffuse,

Lui armé de massacres et elle d'un micro, ils se rencontrent tous les jours,

L'exténuant par sa voix angélique racontant l'actualité.

Profondément plongé dans son crime jusqu'à croire son Etat inamovible,

il décide de tuer la fleur, l'ajoutant martyr à la caravane.

Ils l'ont assassinée... Ils ont assassiné Shireen Abu Akleh.

Certaines oppressions poussent l'avocat à s'essayer à la poésie. Et certaines injustices font de l'avocat un volcan à lave plaidante.

À l'aube du 11 mai 2022, l'armée d'occupation israélienne tentait de prendre d'assaut le camp de Jénine, l'une des adresses de l'injustice du siècle, et l'une des adresses de la résistance.

Le téléphone sonna, la martyre ramassa sa veste de presse et son micro, et se dirigea vers le domaine de la confrontation, comme elle avait l'habitude de le faire depuis des années, pour véhiculer l'image et révéler la vérité. La vérité qui dérange l'occupant car cela l'expose et expose ses crimes au monde. La vérité qu'il a toujours cherché à cacher et à faire taire. La vérité dont l'occupant meurtrier a décidé d'assassiner l'un des symboles en terre de Palestine. Assassiner une journaliste diligente qui croit en la mission du journalisme. Assassiner

Shireen Abu Aklah.

Une balle de l'arme d'un tireur d'élite s'est installée dans le haut du cou de Shireen. Il est évident qu'il s'agit d'un meurtre délibéré : une blessure mortelle dans la partie située entre le gilet pare-balles et le casque de presse, et à une courte distance de pas plus de 180 mètres... Par la suite, les forces d'occupation ont continué à tirer sur tous ceux qui tentaient de la sauver, empêchant les ambulances de l'atteindre. Avec la présence de 4 balles dans l'arbre à côté de la martyre au moment de son assassinat, il est prouvé que le tir était centré sur une cible précise : c'est donc un assassinat, c'est un crime d'Etat.

Le tueur est connu et la victime aussi. Le tueur est un sniper dont on ne connaît pas le nom, mais on connaît son crime, issu d'une armée sans honneur qui occupe illégalement des terres depuis plus de 70 ans. Une armée qui a déplacé un peuple fier, un peuple qui a résisté et continue de résister. La victime est une journaliste, son assassin sait qui elle est et en sait plus sur l'impact de sa voix et de son image sur la révélation de la vérité. L'assassinat de Shireen est une tentative d'assassiner la vérité, mais le criminel saurait-il masquer le soleil ?

L'assassinat de Shireen est un nouveau crime à part entière ajouté à la liste des crimes israéliens, en particulier les crimes systématiques visant les journalistes. L'occupation a assassiné environ 60 journalistes palestiniens depuis 2000. Elle cible les journalistes avec des assassinats, des arrestations, des intimidations et toutes formes de violations dans le but d'escamoter la vérité.

Shireen n'est pas seulement une journaliste. Elle est la mémoire d'une génération et une partie constante d'une scène qui, depuis notre enfance, représente la Palestine. Nous lui devons qu'elle était notre œil sur notre terre occupée. Elle a résisté pour notre cause avec, comme armes, son micro et sa voix.

Nous nous souvenons bien de sa couverture des événements du quartier Sheikh Jarrah et des persécutions que lui opposaient les soldats de l'occupation ainsi qu'à ses collègues journalistes en poste, lorsqu'ils exposaient au monde le sens de l'occupation usurpant la terre, comme un acte de terrain, et non une déclaration abstraite.

La liberté de presse et la protection des journalistes sont fondamentalement liées à la liberté d'opinion et d'expression, qui comprend, selon l'article 19 de la Charte universelle des droits de l'Homme, la sollicitation, la réception et la communication d'informations et d'idées à autrui par tous les moyens et sans égard aux frontières. Ainsi, cibler les

journalistes n'est pas seulement cibler la liberté de presse, mais aussi cibler la liberté d'expression... Les attaques contre les journalistes ne sont rien d'autre qu'une restriction directe du droit de l'individu à recevoir l'information et à connaître la vérité... Le droit de connaître la vérité est un droit indépendant et autonome face aux campagnes de contrefaçon et de distorsion de l'État occupant.

L'occupation israélienne persiste délibérément dans ses crimes en assassinant Shireen Abu Akleh, au mépris des lois et pactes internationaux, notamment ceux qui protègent les journalistes :

- L'article 79 du Protocole additionnel à la Convention de Genève de 1949 pour la protection des civils dans les conflits militaires stipule que les journalistes civils exerçant leurs fonctions dans les zones de conflit armé doivent être respectés, traités comme des civils, et protégés contre toute forme d'attaque délibérée.

- L'article 34 du chapitre 10 d'une étude du Comité international de la Croix-Rouge sur les règles coutumières du droit international humanitaire affirme que les journalistes civils exerçant des missions professionnelles dans les zones de conflit armé doivent être respectés et protégés tant qu'ils n'entreprennent pas des efforts directs dans les hostilités.

- L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution n° 68/163 du 18 décembre 2013, affirme la nécessité d'assurer la protection des journalistes pour garantir leur sécurité.

- Auparavant, la résolution n° 1738 du Conseil de sécurité de 2006 condamne les attaques délibérées contre les journalistes, le personnel des médias et les personnes qui leur sont associées lors de conflits armés. Le Secrétaire général des Nations Unies soumet un rapport annuel à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre de cette résolution.

La responsabilité de la puissance occupante dans l'assassinat de Shireen, en particulier, est établie conformément à l'article trois de la convention sur le respect des lois et coutumes de la guerre terrestre de 1949, qui stipule que la partie belligérante est responsable de tous les actes commis par des personnes appartenant à ses forces armées. Aussi, à l'article 91 du premier Protocole additif aux Conventions de Genève de 1977 stipule qu'une partie dans un conflit qui viole les dispositions des conventions est responsable de tous les actes commis par les personnes qui font partie de ses forces armées. Et le meurtrier n'a pas le droit de se soustraire à sa responsabilité pénale internationale sous prétexte d'exécuter des ordres, car les principes du droit

international affirment que la responsabilité pénale de l'individu est établie, et il ne peut invoquer le fait de recevoir des ordres de ses supérieurs pour justifier le meurtre en particulier.

Ces instruments susmentionnés sont quelques-uns des instruments qui ne sont, en premier lieu, rien d'autre que des dispositions visant à déferer les meurtriers de Shireen à la justice internationale. Et nous sommes particulièrement confrontés à un crime de guerre. Les crimes contre les journalistes sont considérés comme des crimes de guerre car ils visent des civils, et leurs auteurs sont soumis à la juridiction de la Cour pénale internationale établie sur la base de l'accord de Rome. En ce qui concerne les correspondants de guerre, ou en général les journalistes travaillant dans des zones de conflit ou des territoires occupés, dans lesquels s'appliquent les règles du droit international humanitaire, leur donner la mort ou les attaquer physiquement intentionnellement constitue un crime de guerre selon l'article 8 de la Charte de la Cour.

Bien qu'Israël n'ait pas adhéré à la Cour pénale, l'acceptation de l'adhésion de la Palestine le 1er avril 2015 lui confère une compétence pénale sur les territoires palestiniens, ce qui a été confirmé par la Cour le 5 février 2021 à propos de sa jouissance des pouvoirs lui permettant d'examiner les crimes de guerre dans les territoires occupés. Par conséquent, le tribunal pénal maintenant, dans le cas de Shireen, fait face à l'épreuve de faire justice au lieu de l'injustice, de promouvoir le droit au lieu du mensonge.

La protection juridique des journalistes jouit d'un minimum, affirmé par un certain nombre d'instruments internationaux, dont j'ai mentionné les plus importants. Peut-être faudrait-il la renforcer par un traité international pour la protection des journalistes dans les conflits armés. Mais, en fait, nous n'avons pas besoin de plus de législation autant que nous avons besoin d'appliquer la loi pour rendre justice à la victime et veiller à ce que les violations ne se reproduisent plus, face au problème de l'impunité.

Le fait que l'occupation israélienne est impunie a tué Shireen. Environ 4 mois après l'assassinat, le Parquet militaire du pays occupant n'a pas honte d'annoncer qu'il n'a constaté aucune violation nécessitant l'ouverture d'une enquête pénale, soulignant que le soldat susceptible d'avoir tiré et tué Shireen ne fera pas l'objet d'une enquête. C'est un cas de persistance à se soustraire à sa responsabilité et à ne pas craindre les conséquences juridiques.

L'impunité permanente est ce qui a fait que cette occupation continue ses crimes sans crainte de sanctions. Les faits criminels confirment

que le fait de ne pas punir le criminel de manière dissuasive l'encourage à poursuivre ses crimes, alors que dire si celui qui commet des violations et des crimes est un État ? Le fait que l'entité sioniste n'ait pas été punie depuis sa création fait qu'elle adopte la violation des lois et accords internationaux comme méthode et politique.

Je n'accuse pas seulement l'Etat d'occupation israélien. De cette tribune, j'accuse aussi la communauté internationale. J'accuse ceux qui justifient. Ceux qui ne condamnent pas. Ceux qui condamnent mais protègent le criminel de toute sanction. J'accuse ceux qui déterminent leur position selon le nom de la victime et le nom du criminel. J'accuse tous ceux-ci dans l'assassinat de Shireen et dans l'impunité de son assassin.

Il faut admettre que cette communauté internationale est partenaire dans le crime. Des fois partenaire par le silence, d'autres fois par la complicité. Combien de crimes en terre de Palestine depuis des décennies sont restés impunis ? Combien de violations des lois et accords internationaux sont commises sans sanction ? Combien de journalistes ont été assassinés avant Shireen par les balles de l'occupation, et dont l'impunité du tueur l'a encouragé à commettre d'autres crimes ? Saviez-vous que seulement 3 semaines après l'assassinat de Shireen, l'occupant a récidivé, assassinant un autre journaliste, Ghufraan Haroun Hamed Al-Rawasneh, à l'entrée du camp d'Al-Arroub, au nord d'Al-Khalil (Hébron) ?

L'incapacité persistante à déferer les responsables des violations des droits de l'Homme en Palestine occupée à la justice internationale et à les sanctionner conduit à la poursuite du cycle de violations qui ne s'arrête jamais. Il faut donc y mettre fin afin de réaliser la valeur d'équité et de justice. Le problème de l'impunité ne se limite pas à l'impunité des responsables des violations dont sont victimes les journalistes, mais s'étend à la restriction de la liberté d'expression, privant les communautés locale et internationale des apports des journalistes, notamment la diffusion de l'information, ce qui, par conséquent, signifie nécessairement porter atteinte à la liberté de la presse. Le phénomène de l'impunité des crimes dont les journalistes sont victimes a persisté au point de déclarer le 2 octobre journée internationale pour mettre fin à l'impunité des criminels pour leurs crimes contre les journalistes

Les sanctions contre les responsables de l'assassinat de Shireen Abu Akleh, qui ont ordonné, exécuté, empêché l'enquête et protégé les principaux acteurs et partenaires, constituent un droit et une nécessité urgente, aujourd'hui plus que jamais, pour assurer la dissuasion

et empêcher la récurrence des violations et des assassinats.

La lutte contre l'impunité ne doit pas rester une simple réaction à un assassinat spécifique, mais doit se transformer en méthode de lutte systématique, comprenant des mécanismes et des plans, afin d'obtenir justice en sanctionnant chaque contrevenant. Les lois et conventions internationales n'ont été édictées que pour être appliquées, n'est-ce pas ? Car le doute est une condition face à un avantage qui ne cesse et une blessure qui ne cicatrise.

Shireen a exercé le métier de journaliste en tant que témoin des crimes de l'occupation israélienne. Elle est restée témoin de la brutalité de cet assassin qui n'a pas honte, jusqu'au dernier souffle de sa vie, jusqu'aux derniers instants avant son enterrement, après que ses funérailles ont été attaquées.

Oui, la cause palestinienne a perdu, avec l'assassinat de Shireen, une journaliste témoin qui véhicule la vérité, mais cette cause a des témoins à chaque empan. En plus, Shireen est devenue à elle seule une cause aujourd'hui.

Oui, ils ont assassiné physiquement Shireen, et nous n'arrêterons jamais de nous battre pour poursuivre ses assassins et les tenir responsables partout dans le monde, mais ils n'ont pas assassiné Shireen la voix, l'image, le symbole. Ils n'ont pas assassiné la vérité et ne l'assassineront pas. Et je conclus mon plaidoyer avec sa conclusion qui restera vivante à nos oreilles pour toujours : Shireen Abu Akleh de Jérusalem occupée. Shereen Abu Aqleh de Ramallah. Shireen Abu Aqleh du barrage de Qalandia. Elle est Shireen Abu Aqleh, la voix de la vérité qui ne peut être assassinée !

Nanadjingue FREDERIC

أفريدريك نانانجينغ

« Entre pesanteurs sociales dégradantes et sexisme déshumanisant »

« بين الرواسب الاجتماعية المهينة و الحط من الإنسانية عبر التمييز على أساس الجنس »

Monsieur le Président,

Honorables membres du jury,

Je suis un africain parce que je viens de mon pays le Tchad. Un pays dit spécial au regard de sa situation socio-politique actuelle ; c'est-à-dire que des situations ordinaires, mais beaucoup plus extraordinaires s'agissant des violations des droits de l'Homme qui y ont droit de cité.

Qu'il me soit permis de vous informer que le Tchad est situé au cœur de l'Afrique, et considéré depuis 2001 comme étant le berceau de l'humanité, d'après le résultat des travaux de recherche de la mission paléanthropologique franco-tchadienne, dirigés par l'éminent professeur Michel Brunet de l'Université de Poitiers, France. Autrement dit, c'est dans ce pays que l'humanité a pris naissance, chose qui le rend encore plus spécial. Malencontreusement, c'est aussi dans ce pays que l'on assiste à intervalle régulier à la désacralisation de cette humanité. En clair, j'aimerais exposer l'un des cas de violation des droits de l'Homme qui sont récurrents et entretenus, pis, confortés par l'impunité ambiante.

Monsieur le président du jury, permettez-moi une fois de plus de signaler que, selon certaines traditions dans mon pays, les filles et femmes portent des robes afin de se vêtir et à titre esthétique. Cependant, cette robe noire qui est la mienne, ma toge, me sert de canal de dénonciation des injustices.

En effet, courant mars 2021, dans un village situé dans le département d'Amdjarass, province de l'Ennedi-Est, une jeune fille nommée S. Dani, la vingtaine, vivait paisiblement avec sa mère, divorcée d'avec le père géniteur depuis plus de seize ans ; sous prétexte qu'il aurait conclu un mariage avec le père de la jeune fille, un officier supérieur de l'armée tchadienne, quitta N'Djamena la Capitale, pour se rendre chez dame S. Djouma, mère de ladite fille, dans le seul but de récu-

pérer cette dernière qui ne se sentit pas prête pour gérer un foyer auprès d'un quidam qu'elle ne connaissait ni d'Adam, ni d'Eve. Tout naturellement, la jeune S. Dani refusa de convoler aux noces avec ce prétendu mari, un inconnu dans la mesure où, son consentement n'a pas été préalablement recueilli.

Contre toute attente, le 4 mars 2021, alors que la jeune Dani était malade et se trouvant sur le chemin de l'hôpital pour des soins, elle a été enlevée manu militari, mise dans un véhicule par des éléments de cet officier supérieur de l'armée, pour une destination inconnue. Entre temps, la mère Djouna s'inquiétait, et s'interrogeait sur l'état de santé de sa fille.

Durant leur voyage, le bourreau et ses acolytes roulaient à tombeau ouvert, et comme le malheur ne vient jamais seul, soudain, un accident de voie publique survint d'où, la fille s'en sortit avec plusieurs traumatismes ; en dépit de tout, elle ne sera pas conduite à l'hôpital, mais elle sera plutôt gardée par ses ravisseurs sans état d'âme, qui l'ont amené à N'Djamena la capitale, située à plus de 1000 kilomètres de sa bourgade natale. Pour éviter tout contact, la jeune Dani a été reconduite plus tard, nuitamment, hors de la ville ; durant tout son séjour infernal, elle a été menottée, les bras coincés sur un tronc d'arbre, puis violée à volonté par cet officier supérieur de l'armée.

Monsieur le président, honorables membres du jury, il importe de faire observer que, c'est sept jours plus tard, précisément dans la nuit du 11 mars 2021 que, la victime sera ramenée et jetée aux encablures de la maison de son oncle maternel vivant à N'Djamena.

En date du 15 mars 2021, le parquet d'instance de N'Djamena, saisi de cette affaire par une plainte, a transmis le dossier à la Direction Nationale des Recherches Judiciaires (DNRJ), suivant les dispositions de l'article 13 du Code de procédure pénale tchadien qui dispose que : « Les infractions sont constatées par procès-verbaux des membres de la police judiciaire conformément aux dispositions de l'article 243 du présent code. »

Malheureusement, le juge d'instruction en charge du dossier n'a daigné placer l'officier de l'armée mis en cause sous le régime de détention préventive, une situation qui expose une fois de plus la victime S. Dani aux griffes de son bourreau, se targuant à souhait de sa toute-puissance.

De ce qui précède, plusieurs interrogations fusent tel un faisceau : le consentement de S. Dani à ce mariage était-il nécessaire ? A défaut, s'agissait-il d'un mariage forcé ou du moins d'un cas de violence

basée sur le genre ?

Primo, il convient de souligner que, cette affaire révèle subsidiairement un pan civil, car elle met en exergue le défaut de consentement au mariage.

D'après le lexique des termes juridiques, traditionnellement, le mariage est l'union légitime de l'homme et de la femme, résultant d'une déclaration reçue en forme solennelle par l'officier d'état civil qui a reçu auparavant les consentements des futurs époux, en vue de la création d'une famille et d'une aide mutuelle dans la traversée de l'existence (cf. Lexique des termes juridiques, Dalloz, 21^e édition, p. 593).

A la lumière de cette définition, il est convenable d'affirmer que le mariage ne peut être conclu que lorsque les conditions nécessaires sont remplies, en l'occurrence la capacité et le consentement des futurs époux ; pour être valable, le consentement au mariage ne doit pas seulement être libre mais éclairé, d'ailleurs, le caractère consensuel du mariage est encadré non seulement par les législations internationales, mais aussi à travers les législations nationales.

Au niveau international, deux instruments juridiques retiennent notre attention à savoir, la Déclaration Universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948, en son article 16 qui souligne substantiellement que : « Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux » ; et le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politique de 1966, de renchérit en son article 23 que : « Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux. »

Au niveau national, c'est-à-dire au Tchad, le décor est planté par l'article 146 du Code civil de 1958 qui dispose de manière non équivoque : « Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement » ; Ce qui suppose que le point de départ de tout projet de mariage repose sur le mot « consentement », entendu comme l'acquiescement donné par chaque partie au mariage.

Dès lors, Monsieur le président et honorables membres du jury, le cas de S. Dani constitue une violation grave des droits de l'Homme, car il porte un coup sérieux à l'une des conditions sine qua none du mariage. En effet, en lieu et place du consentement de la jeune fille, c'est celui de son père qui a été recueilli ; ce qui témoigne déjà inéluctablement le défaut de consentement exigé dans les rapports juridiques. Comme nous l'avons annoncé ci-haut, le mariage suppose l'acceptation mutuelle entre les futurs époux en vue de la traver-

sée de l'existence. Cette acceptation est exprimée solennellement sous la formule du « oui » lorsque le mariage est célébré par devant l'officier d'état civil, ou par devant les instances coutumières et religieuses, et donc en revanche, l'absence du consentement entraîne la nullité du mariage.

Toutefois, au niveau national, cette conception du mariage mérite d'être nuancée parce qu'on assiste souvent à la célébration des mariages coutumiers et religieux selon leurs propres règles, Ce qui constitue d'ores et déjà une limite non négligeable au principe du mariage civil énoncé. En effet, jusque-là au Tchad, dans certaines cultures ou religions, le consentement de la fille n'a jamais été une condition primordiale pour sceller le mariage. Peu importe les raisons, on estime que le consentement des parents ou parfois d'un seul géniteur est suffisamment nécessaire.

Dans ces sociétés, la voix de la femme ne porte pas véritablement. En plus de son consentement qui n'a aucun effet, la fille est accordée en mariage à fleur d'âge, c'est-à-dire avant l'âge légalement requis (18 ans révolus), et toute tentative de refus fait l'objet de menace ou de reniement. Selon la tradition, une fille qui ne se marie pas au moment indiqué ternit l'image de la famille, Cette pratique conduit à s'interroger sur le principe de la laïcité prôné par l'article 1 de la constitution tchadienne, promulguée le 4 mai 2018 et reprise par la charte de transition.

Bien entendu, par laïcité, il faut entendre la séparation de l'Etat et de la religion, cependant, il faut noter que cette séparation n'est que théorique, puisque dans certaines communautés, les pratiques coutumières et religieuses priment sur la loi, voire sur les traités internationaux régulièrement ratifiés par le Tchad.

Monsieur le président, honorables membres du jury, savez-vous pourquoi toutes ces dispositions déclament hautement le caractère libre et consensuel du mariage ? Nous n'exigeons pas de vous une réponse car vous en savez mieux que nous.

Toutefois, à notre avis, nous estimons que cette interrogation n'est pas fortuite, car en effet, elle tire son origine depuis la nuit de temps dans les annales des saintes écritures, notamment dans le livre de genèse selon lequel « l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme et les deux deviendront une seule chair » (cf. Genèse 2 ; 24). Une seule chair pourquoi ? Pour le meilleur ou pour le pire ?

Une seule chair grâce à la volonté commune des futurs époux ! C'est ce qui explique le caractère sacré du mariage, mais lorsque la vo-

lonté n'y est pas, quelles seraient les conséquences ? Evidemment, le cas de la jeune S. Dani nous renseigne bien plus et désagréablement.

Secundo, la gravité des faits retracés explique la nature pénale de cette affaire d'où, la saisine du parquet d'instance, ensuite l'ouverture de la vaine information judiciaire.

Généralement, les cas de violation des droits de l'Homme constituent des infractions pénales lorsque les faits perpétrés sur la personne portent atteintes à son intégrité physique et morale, et dans le cas d'espèce, la responsabilité pénale de cet officier supérieur de l'armée, ne fait l'objet d'aucun doute, dans la mesure où les éléments classiques constitutifs de l'infraction sont réunis.

Il s'agit principalement de l'élément légal, de l'élément matériel et de l'élément moral ou psychologique ; partant, les infractions qui retiennent particulièrement notre attention sont, notamment l'enlèvement, la torture, le traitement inhumain et dégradant, et le supplice de viol perpétrés sur la personne de S. Dani.

D'emblée, en ce qui concerne le viol, il faut préciser que l'élément légal de cette infraction est prévu par l'article 349 du Code pénal tchadien dont la teneur : « constitue un viol, et puni de huit à quinze ans, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise. »

A la lumière de cette définition, nous estimons que S. Dani n'a pas réalisé de son gré l'acte sexuel, elle a été menottée, les bras coincés à un tronc d'arbre comme une bête sauvage avant de subir violemment des profondes pénétrations sexuelles à répétition, une scène hautement ignoble, déshumanisante.

Monsieur le président, honorables membres du jury, comment un homme normalement constitué, un septuagénaire censé incarné des vertus de bienfaisance peut-il se laisser emporter ainsi par ses pulsions ? Quel a été le but recherché ? Comment un haut gradé de l'armée, investi de la noble mission de protéger les personnes et leurs biens peut-il commettre une ignominie pareille ? Était-il dans un état d'ivresse extrême et prolongé au point où ses facultés mentales en soient altérées ? La morale de Kant aurait bien voulu qu'avant tout acte, il faille se poser au préalable la question de savoir, et si tout le monde en faisait autant ? La sagesse kantienne voudrait juste dire par là, qu'avant d'agir, il importe d'analyser objectivement toutes les conséquences tant en bien qu'en mal.

S. Dani, une fille vertueuse et pleine de potentialités, considérée

comme la poule adorée de son village, de par son savoir vivre et sa disponibilité ; elle rendait de grands services à sa communauté surtout lors des événements communautaires, c'est pourquoi son nom retentissait un peu partout, jusqu'aux oreilles de son bourreau.

Le sort funeste qui s'est abattu sur elle, a engendré des conséquences incommensurables, à la fois sur sa santé physique et morale (infirmité mentale, physique et stigmatisation...) et sur celle de ses parents (mère et petits frères), proches et voisins littéralement atterrés à jamais. Les dommages subis par la jeune fille sont d'ordre corporel, matériel et psychologique.

En revanche, l'auteur d'un acte aussi odieux que crapuleux, ne mérite aucune place dans la société même si tout homme a un prix, rien que la présence de celui-ci en liberté constitue un facteur exogène de la criminalité (l'idée de vengeance naît à chaque fois qu'on le voit).

L'élément matériel du viol se manifeste ici, à travers les profondes pénétrations sexuelles subies par la jeune fille ; et l'élément moral ou psychologique du viol, dans cette affaire, apparaît clairement comme l'eau de roche ; en effet, même si la preuve de l'élément intentionnel est quelque fois difficile à démontrer, dans le cas de figure, le problème est résolu grâce aux attitudes adoptées face à la jeune fille, par le fameux haut gradé de l'armée, à l'entame de cette plaidoirie. (Mains menottées, bras coincés au tronc d'un arbre) de surcroît, il a reconnu les faits sous l'angle de la consommation du mariage scellé auprès du père de la victime.

Au-delà de la qualification pénale, le viol constitue un exemple palpable de la violence basée sur le genre (VBG), et à titre de rappel, la VBG demeure jusque-là une problématique brûlante de l'actualité contemporaine qui n'a pas eu des réponses idoines à l'heure où nous plaidons.

Des efforts sont en train d'être conjugués dans tous les quatre coins du monde, pour valoriser les droits des femmes et des filles ; c'est ce qui a donné lieu au développement des programmes de protection et genre pilotés par des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations de défense des droits de l'Homme.

Dans la même dynamique, en ce qui concerne la torture, l'élément légal résulte des dispositions de l'article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques qui dispose que : « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », et l'article 323 du titre 5 du code pénal tchadien ajoute

en ces termes dont je cite : « Est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de 100 000 à 500 000 de francs lorsque la torture cause à la victime soit une maladie ou une incapacité de travail égale ou inférieure à trente jours soit des douleurs ou des souffrances mentales ou morales. »

A la lecture de la teneur de ces dispositions, les éléments matériels qui ont permis de qualifier l'acte du bourreau de torture sont :

- Les douleurs infligées à S. DANI lors de son enlèvement ;
- La privation de nourritures pendant sa période de captivité en dehors de la ville de N'Djamena ;
- Le refus de soigner la victime suite à l'accident advenu ;
- Les souffrances endurées suite à son viol ;
- Son enchaînement comme un fauve.

Monsieur le président, honorables membres du jury, les faits sont accablants et graves puisqu'ils sont perpétrés par une personne censée protéger les populations, est-ce que c'est une défaillance de l'Etat ou l'absence d'un système judiciaire cohérent ? La responsabilité de l'Etat ne peut être écartée, la justice est mise à rude épreuve par des personnes qui pensent être au-dessus de la loi ; c'est peut-être le cas, puisque cet officier de l'armée circule librement sans être inquiété.

En définitive, il n'est pas tard que la dignité de S. Dani soit rétablie ! C'est le moment ou jamais d'envoyer un message à certains Etats qui entretiennent l'impunité, c'est l'heure de la justice qui a sonné, rendons justice à mademoiselle S. Dani ! Aidons le Tchad, mon pays, berceau de l'humanité, à se départir des pesanteurs sociales dégradantes, ainsi que le sexisme déshumanisant.

Merci pour votre aimable attention !

Ahmed SIDENA

أحمد عبد الرحمن سيدن

« Le respect du droit à la défense est la garantie d'un procès équitable »

« احترام حق الدفاع ضماناً للمحاكمة العادلة »

Le célèbre penseur français Voltaire a écrit : « Je souhaitais être avocat, car le métier d'avocat est le plus beau métier du monde ».

Et Louis XII, roi de France, disait : « Si je n'étais pas roi de France, je voudrais être avocat ».

Monsieur le président, messieurs les membres du jury :

La justice ne se redresse pas sur un seul pied, l'avocat étant l'autre pied, et dire le contraire détruit l'équilibre de la justice et le sapes. L'État de droit repose sur le respect des droits et des libertés de l'Homme, en particulier son droit à un procès équitable dans lequel il bénéficie de toutes les garanties légales.

Malgré cela, l'immunité de l'avocat est violée. L'immunité de l'avocat a été violée après que le bâtonnier du barreau de Mauritanie, Me Brahim Ould Ebety, a été informé de la convocation du confrère Mouammar Mohamed Salem, avocat exerçant dans la ville d'Aioun dans la wilaya du Hodh El Gharbi, afin d'être l'interrogé à propos de faits couverts par le secret professionnel et protégés par l'immunité de la défense, sur fond de sa demande de transmission de faits nouveaux au procureur de la République aux fins d'information, conformément à l'article 72 du code mauritanien des procédures pénales, faits apparus devant la justice d'instruction dans le cadre d'un dossier d'un meurtre prémédité, et relatifs à la déclaration d'un des prévenus selon laquelle un policier serait impliqué dans les deux délits de corruption et recel d'objets volés, punissables en vertu des articles 171, 173 et 435 du code pénal mauritanien et de l'article 3 et au-delà, de la loi relative à la lutte contre la corruption.

Un jour noir pour la profession d'avocat en Mauritanie...

Une procédure judiciaire qui restera gravée sur le front de la justice mauritanienne pour l'éternité...

Monsieur le président, messieurs les membres du jury :

Nous avons appris par la loi portant organisation de la profession des avocats en Mauritanie dans son article premier que : « La profession d'avocat est une profession libre et indépendante qui assiste la magistrature pour rendre la justice, réaffirmer la primauté de la loi et assurer la défense des droits des personnes et leurs libertés ; les avocats exercent leur profession en exclusivité et en toute indépendance et ne s'en réfèrent à ce titre qu'à leur conscience et aux dispositions de la loi. ». Et l'article 44 de cette même loi d'affirmer dans son alinéa 2 que : «Aucune plainte contre l'avocat ne peut découler des mesures qu'il prend au profit de son client ou des avis qu'il exprime lors ou à l'occasion de l'exercice de sa profession, et ce sans égard à ce qui en découle conformément de sa responsabilité civile. »

Le jour de la comparution du confrère Mouammar Mohamed Salem, le vendredi 26 août 2022, devant le procureur de la République dans la wilaya du Hodh El Gharbi, pour entendre ses déclarations sur des faits couverts par le secret professionnel et protégés par l'immunité de la défense, il s'était cru protégé par les articles 44, 45 et 51 de la loi portant organisation de la profession des avocats, avant de se retrouver en garde à vue.

Une institution que l'avocat Mouammar Mohammad Salem avait l'habitude de visiter pour soulager ses clients et étudier leurs dossiers, avant d'y être subitement interné.

Il a été sous garde à vue pendant plusieurs heures à la brigade de gendarmerie de la ville d'Aioun, dans la wilaya du Hodh El Gharbi.

Nous, membres de l'ordre national des avocats mauritaniens, avons calculé le temps qu'il a passé en garde à vue en secondes et minutes.

Normal, car il s'agit de l'avocat dont les plaidoiries et la défense des opprimés ont toujours résonné entre les murs des tribunaux.

Quelle que soit l'issue de son affaire, un procès équitable dans un état de droit ne peut être garanti que si le droit de la défense est respecté.

Oussama ZAGROUBA

ابوركاز أتماسا ذاتسلا

« La cigarette est nocive pour la santé ! »

« السجائر مضرّة بالصحة ! »

Le célèbre écrivain Paulo Coelho dit dans un de ses romans : Si les jours se ressemblent, les gens risquent de perdre la capacité de percevoir les belles choses. Que de ressemblance entre aujourd'hui et la veille, et entre la veille et ses semblables parmi les jours passés. Avec le lever du soleil de chaque nouveau jour, Um Mohsin se réveille avec la même obsession qui l'habite depuis quelque temps. Elle se réveille en espérant entendre la voix de cette personne frapper à la porte de sa chambre, espérant retrouver son enfant chéri, avec sa mine resplendissante, avec son sourire habituel, la consolant après sa douleur face à l'amère réalité et aux dures conditions. Comment ne peut-elle pas espérer le retrouver, lui qu'elle a aimé avant de l'avoir vu, lui qui a barboté dans ses entrailles neuf mois durant, avant de voir le jour, lui qu'elle a vu grandir devant ses yeux, et grandit avec lui le rêve d'atteindre l'objectif et la capacité de dessiner les traits d'une vie digne d'être vécue dans la ville natale, la région de Kasserine, une région où il n'est pas aisé de rêver, à cause de la marginalisation et de l'oubli.

Mais comme chaque jour, Um Muhsin revient rapidement à la raison, réalisant que ce rêve n'est plus possible, car son fils de vingt-trois ans, Muhsin Al-Zayani, est décédé... et la cause principale de sa mort est la cigarette.

Il ne fait aucun doute ni aucune divergence que le tabagisme peut causer de graves dommages à la santé humaine, entraînant parfois la mort, mais ce qui est étrange, c'est qu'en Tunisie, le spectre de la mort ne hante pas seulement les consommateurs de cigarettes, mais inclut également leurs vendeurs.

Le 7 septembre 2022 était une journée chaude dans la capitale tunisienne, non seulement à cause des températures élevées, qui ont dépassé les 35 degrés ce jour-là, mais aussi à cause d'événements dont le pays a également été témoin.

Dans la région d'El-Bassaj, à environ 500 mètres de la célèbre rue Habib Bourguiba, dans laquelle se trouve le siège du ministère de l'Intérieur, Mohsen Al-Zayani transportait à bord de sa voiture des mar-

chandises, des paquets de cigarettes qu'il transportait pour un café à sa disposition dans le but de les revendre. Il a été intercepté par une division de douane pour rechercher et enquêter sur la source de cette cargaison et pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas de marchandises de contrebande.

Jusqu'ici, les procédures susmentionnées sont des actions de routine effectuées par toutes les équipes de douane et ne causent pas de surprise, mais le tournant qu'a pris l'affaire est tragique car cette intervention de routine visant à contrôler la source des marchandises s'est terminée par le mort du jeune Mohsen Al-Zayani, abattu par balle.

Pourquoi l'âme de la victime a-t-elle été ôtée de cette manière et d'une telle rapidité? Une question qui a déconcerté l'opinion publique tunisienne après l'incident, et qui n'a trouvé de réponse qu'après la publication d'une déclaration explicative de l'incident, rendue publique par l'Administration générale de la douane tunisienne, par laquelle elle a déclaré que les services de la garde des douanes avaient disposé d'informations sur la présence d'une voiture chargée d'une grande quantité de cigarettes de contrebande, qu'une patrouille a été dirigée vers l'endroit où la voiture suspecte et son chauffeur ont été saisis, et que les procédures de saisie ont été effectuées, mais un groupe important de passeurs se sont rassemblés sur place et ont agressé la patrouille avec violence.

La question se pose maintenant : est-ce que cette version officielle de l'administration est convaincante, et à sa lumière, la responsabilité pénale du meurtrier peut-elle être niée ?

Ou, cependant, l'intervention des forces de douanes ayant causé la mort de la victime est-elle entachée de nombreuses violations de la loi qui nécessitent des recherches et des enquêtes plus approfondies ?

La loi n° 34 de 2008 du 2 juin 2008 accorde aux agents des douanes le droit de porter des armes pour exercer leurs fonctions, mais ce droit est restreint et non absolu. L'article 54 de cette loi prévoit la possibilité d'utiliser des armes dans les cas suivants :

Premièrement,

a. S'ils ont été victimes de violences, d'agressions physiques ou de menaces par des personnes armées : sur ce point, en se référant aux déclarations de certains témoins oculaires, et en vérifiant les clips vidéo qui documentent l'incident et qui ont été publiés sur Internet, nous constatons que le tireur n'a pas subi d'agression ou de violence le poussant à le faire, compte tenu de l'absence de contact ou de confrontation physique entre lui et la victime qui était assise à l'inté-

rieur de sa voiture au moment où on lui a tiré dessus de l'extérieur du véhicule.

Quant au deuxième cas qui leur donne le droit d'intervenir :

b. S'ils ne peuvent arrêter les véhicules, bateaux ou autres moyens de transport d'une autre manière, dans le cas où leurs chauffeurs ne se conforment pas à l'ordre de stop. Cette condition est également manquante dans le cas présent, étant donné que la victime a obéi à l'ordre de s'arrêter volontairement. Il faut noter, concernant ce point, que tout le monde s'accorde que l'heure et le lieu de l'incident ne permettent à quiconque de penser à fuir lorsqu'il est exposé à une situation similaire. Pour apporter une image plus claire aux honorables présents qui n'ont aucune idée de la localisation géographique de la scène du crime, nous précisons :

- L'incident s'est produit dans un chemin étroit au cœur de la capitale, dans lequel il n'est pas possible de se déplacer rapidement ;
- Cet endroit est situé à quelques mètres d'une grande gare routière, bondée de milliers de passagers, et à 500 mètres du siège du ministère de l'Intérieur ;
- Aussi, ce lieu connaît, au moment de l'accident, un embouteillage et un étouffement sévère de la circulation sur les voiries suite à la sortie des fonctionnaires en fin de journée de travail, et donc la question de la fuite est absolument impossible.

D'autre part, l'Administration générale des douanes a avancé que la situation sécuritaire au moment de l'incident nécessitait l'usage d'armes en raison du rassemblement d'un certain nombre de personnes dans l'intention de semer le chaos sur le lieu pour débarrasser la victime des mains des agents de douane.

Si l'on suppose pour les besoins de l'argumentation le bien-fondé de ces allégations, alors la loi n°4 de 1969 relative à l'organisation des rassemblements stipule dans son chapitre 21 que si les agents de sécurité se retrouvent face à une foule qui refuse de se disperser malgré les avertissements qui lui sont adressés et stipulés dans les chapitres précédents de cette loi, ils utilisent alors progressivement les moyens suivants pour les disperser :

1. Arrosage à l'eau ou la chasse à l'aide de bâtons,
2. Lancer de gaz lacrymogènes,
3. Coups de feu verticalement en l'air pour intimider la foule,

4. Coups de feu sur les jambes.

Puis le législateur de continuer dans le chapitre 22 de la même loi : Si la foule entend atteindre ses buts par la force malgré l'usage de tous les moyens prévus au chapitre 21 pour les disperser, les agents de sécurité leur tirent directement dessus. Sur cette base, nous concluons que le tir sur une personne pour la tuer a lieu dans la cinquième et dernière étape, après avoir épuisé tous les moyens préventifs qui permettraient de contrôler la situation sans pertes humaines.

En somme, la victime, Mohsen Al-Zayani, ne représentait pas un danger imminent pour qu'il soit liquidé de manière aussi humiliante en quelques secondes. Pourtant, il n'était qu'un suspect dans un dossier lié à des délits douaniers.

Il était préférable et plus approprié de l'envoyer devant la justice pour qu'elle statue sur son affaire, tout en offrant toutes les garanties d'un procès équitable, auxquelles s'ajoutent le respect de son intégrité physique et de son droit à la vie.

Le droit à la vie n'est-il pas l'un des droits les plus importants, garantis par toutes les législations internationales et nationales ?

La Déclaration universelle des droits de l'Homme ne stipule-t-elle pas dans son article 3 que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité pour sa personne ?

La Charte arabe des droits de l'Homme n'indique-t-elle pas dans son article 5 que le droit à la vie est un droit inhérent à toute personne ?

La Constitution tunisienne n'a-t-elle pas stipulé dans son chapitre 24 que le droit à la vie est sacré et ne peut être enfreint que dans les cas extrêmes réglementés par la loi ?

Ne découle-t-il pas de tous ces textes que l'Etat a l'obligation de garantir le droit à la vie des citoyens et de s'abstenir de priver arbitrairement quiconque de sa vie ?

Alors pourquoi des humains sont-ils tués sans obligation légale pour cela ? Est-il possible que les forces armées employées principalement pour maintenir l'ordre soient elles-mêmes une source de chaos et de meurtres ?

Ce que je crains dans cette affaire, c'est que l'appartenance des auteurs à l'appareil d'État n'affecte le déroulement du procès et soit un vecteur d'impunité. Alors je rappelle à tous ceux dont les mains toucheront les papiers de ce dossier ce que Le Tout-Puissant a mentionné dans Ses nobles versets : « Quant vous jugez entre les gens, de

juger avec équité. » Jugez avec équité quelle que soit la position des criminels. Jugez avec équité et ne soyez pas une bouée de sauvetage pour celui qui, assumant une autorité, en abuse, pour celui qui, occupant une position se croit supérieur au gens et devient tyran.

Chers Messieurs, nous ne nous intronisons pas aujourd'hui à la place de l'organe judiciaire compétent pour statuer sur l'affaire en litige, nous aurions donc puni prématurément les auteurs, mais notre présence aujourd'hui devant votre honorable conseil n'est que pour souligner que l'adoption de cette affaire ne découle pas de motifs personnels ou d'une relation avec la victime. Je ne connais pas personnellement cette personne, mais ce que je sais, c'est que le jour de l'incident, il n'a pas été traité comme un être humain dont la dignité et le droit à la vie doivent être préservés.

Aujourd'hui, le cas de Mohsen Al-Zayani n'est pas considéré comme un cas atypique au regard de la question des abus de pouvoir par certaines forces de sécurité et de douanes, mais plutôt comme un nouveau nom ajouté à une longue série de violations des droits humains.

Malheureusement, dans de telles situations, les titulaires du droit sont décédés, l'âme séparée du corps, l'opprimé est devenu incapable de révéler la douleur qu'il ressent, incapable de crier au visage de celui qui l'a abattu injustement, pour lui dire : « A quel point j'ai voulu être un jour ce que je voulais devenir. » A quel point j'ai voulu devenir la personne que j'ai conçue dans mon imagination. A quel point j'ai rêvé de voyager pour suivre la piste du succès partout où il allait. Combien j'ai rêvé de retourner au bercail pour réjouir ma famille et ceux qui ont partagé avec moi le chemin de l'amertume dans mon enfance. Combien je souhaitais, combien je désirais, combien je rêvais et combien j'aspirais ... Mais vous, monsieur, avec vos balles, vous avez mis fin à l'histoire avant qu'elle ne commence.

Le message de la profession d'avocat, messieurs, est de continuer à raconter ces rêves en l'absence de leurs auteurs, afin que le monde puisse constater l'étendue de la laideur des meurtres, et pour les préserver de l'oubli.

Le message de la profession d'avocat, Messieurs, est d'être la voix de ceux qui n'ont plus de voix capable de proclamer la vérité, d'être toujours en première ligne pour défendre les droits de l'Homme, d'éclairer la vérité dans les ténèbres de l'injustice et des tyrans.

Monsieur le Président, honorables membres du Comité et honorables auditeurs, aujourd'hui, notre seule requête est que les auteurs soient

condamnés à la peine appropriée et légale pour les crimes qu'ils ont commis dans le cadre d'un procès équitable dans lequel les accusés se voient garantir tous les droits de la défense afin que nous puissions faire face à la culture de l'impunité et que plus jamais personne ne puisse se soustraire à sa responsabilité.

Pour qu'il ne vienne pas un jour où l'on dira que la balance de la justice dans mon pays était boiteuse.

Noellie Iyewa GAGLO

نولي إيوا داكلو

« La dépénalisation du délit de presse au Togo, une chimère »

« وهم رفع التجريم عن الجرم الصحفي في التوغو »

Il est 8 heures du matin à Lomé. C'était un 9 décembre 2021, le soleil était déjà à l'horizon avec un vent sec de l'harmattan quand Maître Koffi, Conseil de Ferdinand Ayite, journaliste d'investigation, reçut un coup de fil de son client l'informant d'une convocation que vient de lui délaissier la Brigade de Recherche et d'Investigation avec l'obligation de comparaître dès réception.

Son conseil lui demanda de s'y rendre, le temps de le rejoindre.

Stoïquement, sans connaître l'objet de ladite convocation et sans disposer de délai pour l'organisation de sa défense, Ferdinand se rendit dans les locaux de ladite Brigade.

Il fut rejoint quelques minutes plus tard par son Conseil et les deux furent reçus par le Commandant de la Brigade qui projeta sur un petit écran dans son bureau l'extrait d'une émission animée quelques jours plus tôt par Ferdinand et deux de ses confrères, Isidore et Joël.

Dans ledit extrait, le journaliste interpellait la conscience de deux ministres du gouvernement togolais, celui du Commerce et de la Justice, sur la nécessité de faire une gouvernance saine surtout en raison de leur manteau d'homme de Dieu. Le journaliste insista aussi sur la nécessaire transparence qui doit prévaloir dans la gestion des comptes publics.

Ferdinand se reconnut dans lesdits propos mettant en avant sa casquette de journaliste, une profession protégée au Togo par la loi n° 2004-015 du 27 août 2004 portant Code de la presse qui consacre le principe de la dépénalisation des délits de presse.

Suivant ce principe, aucun journaliste ne peut être emprisonné pour des propos tenus dans l'exercice de sa profession.

La défense était belle. Mais c'était sans compter sur la rage des ministres plaignants qui voulaient en découdre avec le mis en cause qu'ils voulaient voir derrière les barreaux.

Il fallait donc creuser, creuser, creuser pour trouver une disposition qui

permettrait de justifier l'incarcération du journaliste.

Le parquet, fer de lance de l'Etat, fut appelé à la rescousse. Il se débrouilla pour coller au journaliste les dispositions des articles 490 et suivants du Code pénal, dispositions générales, aux dépens du Code de la presse, disposition spéciale.

L'atmosphère devint morose. Le réel danger d'une privation certaine de liberté d'un journaliste en fonction s'installa dans le bureau du commandant qui notifia au mis en cause sur un ton lyrique, sa garde à vue en attendant la poursuite des enquêtes.

Comme dans un feuilleton, les grilles d'une minuscule cellule noire retentirent derrière le journaliste qui eût pour compagnons des délinquants ordinaires.

Jusque-là, Ferdinand était loin de s'imaginer qu'il fêterait, Noël loin de sa famille et la Saint-Sylvestre dans la hantise des affreux jours passés abusivement en détention dans sa cellule minuscule qui contenait plus de monde que sa capacité d'accueil, où il mangeait et faisait ses besoins avant de rejoindre plus tard la prison civile de Lomé.

La mesure de l'incarcération d'une voix critique enflamma la toile et passa en boucle sur les chaînes nationales et internationales. L'opinion choquée par cette détention arbitraire, voulait en cerner le bien fondé.

Acculé de tous les côtés, le Procureur de la République fit une sortie médiatisée par laquelle, il soutint que l'arrestation du journaliste est justifiée par le support de l'information à savoir le média YouTube qui ne serait pas couvert par la dépénalisation prévue par le Code de la presse. Pour lui, les dispositions du droit commun notamment les articles 490, 491, 492 et 497 du Code pénal doivent s'appliquer.

En effet, le Code de la presse au Togo ne prévoit que des amendes pour les délits de presse tels que les fausses informations et la diffamation. Aucune peine de prison ne doit être appliquée.

Dans cette veine, la déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information souligne spécifiquement que les personnalités publiques devraient tolérer plus de critiques que les citoyens ordinaires et que les peines pour diffamation ne devraient jamais être si sévères qu'elles interfèrent avec le droit à la liberté d'expression.

Il est également rappelé aux Etats que les peines privatives de liberté pour diffamation violent le droit à la liberté d'expression et que les lois pénales sur la diffamation devraient être abrogées.

Elle va plus loin en stipulant que : « Les Etats ne doivent pas porter atteinte au droit des individus de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations par le biais de tout moyen de communication et des technologies numériques. »

La Constitution Togolaise prévoit en de termes clairs en son article 15 que : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu. Quiconque est arrêté sans base légale ou détenu au-delà du délai de garde à vue peut, sur sa requête ou sur celle de tout intéressé, saisir l'autorité judiciaire désignée à cet effet par la loi. »

L'alinéa 2 de l'article 13 du même texte dispose dans la même corde que « nul ne peut être arbitrairement privé ni de sa vie ni de sa liberté » ;

Au Togo, formellement, la liberté de presse est reconnue et garantie par l'Etat. Les modifications apportées de temps à autres répondent à l'évolution et au contexte surtout avec l'apparition de nouveaux médias pour mieux garantir les droits de tous les citoyens.

Si l'article 497 du nouveau Code pénal togolais prévoit des peines privatives de liberté concernant le délit de diffamation, il faut affirmer avec véhémence que cette nouvelle disposition, appliquée à la presse, restaure dans le pays la pénalisation du délit de presse, pourtant supprimée par le Code de la presse et de la communication depuis son adoption en 2004.

Cette nouvelle disposition du Code pénal est liberticide pour la presse en ce qu'elle fait peser sur chaque journaliste la menace de sanctions et de peines d'emprisonnement pour la publication ou la diffusion de tout message susceptible de troubler l'ordre public. Les abus que ce type de disposition peut susciter, sont extrêmement dangereux pour la profession.

En ce 21^{ème} siècle en 2021 au Togo où la dépénalisation du délit de la presse est une réalité à travers les institutions de la République, comment comprendre que le Garde des sceaux, garant des attributs de la justice et responsable de la gestion des juridictions, puisse abuser de son autorité pour faire incarcérer un journaliste qui a tenu des propos dans le cadre de l'exercice de ses fonctions en se réfugiant derrière le Code pénal, obligeant son préposé le Procureur de la République à forcer une base légale pour justifier la détention abusive du journaliste ?

Pourtant au travers de l'adoption du Code de la presse, la dépénalisation du délit de presse suppose que le journaliste ne peut faire l'objet de détention et être condamné à des peines d'emprisonne-

ment mais seulement à des peines de payement des amendes.

Le débat juridique entre le parquet poursuivant et le juge d'instruction qui mit Ferdinand sous mandat de dépôt et le conseil de Ferdinand était de savoir si YouTube est un réseau social pour justifier l'application de l'article 497 du Code pénal, ou un média social, pour nécessiter l'application du Code de la presse et de la communication.

Force est de constater que Ferdinand n'a jamais nié d'avoir tenu les propos qui lui étaient reprochés, ce qu'il ne pouvait guère compte tenu de l'évidence de la preuve audiovisuelle en cause. Qu'est ce qui justifiait donc sa détention à supposer même qu'il n'y eut pas débat sur l'application du Code pénal ?

Mesdames et Messieurs,

Rien de plus que l'on assiste une fois de plus à la loi de la force qui a de nouveau supplanté la force de la loi.

L'objectif poursuivi par le garde des sceaux ainsi que tous les bourreaux des journalistes, était de faire endurer des souffrances à un journaliste qui n'a pas une langue de bois vis-à-vis du pouvoir en place et qui est suivi partout dans le monde entier par des togolais qui ont soif d'information crédible et objective.

La quête d'information fiable et d'analyse objective des togolais se justifie âprement par le fait qu'au pays tout est soigneusement mis en place pour priver une bonne partie des togolais d'information plausible.

Malgré la mauvaise qualité de la connexion internet au Togo, cette émission animée par Ferdinand, sur YouTube, arrive à éclairer la lanterne de beaucoup de citoyens de l'intérieur du pays, qui se font tant bien que mal une idée réelle de l'actualité du pays.

La diaspora très fortement représentée à l'étranger, ayant plus de facilité d'accès à la connexion internet n'est pas en reste pour se faire un écho réel de l'actualité du pays.

Et cette situation de veille, d'éclairage des lanternes de plusieurs citoyens sur beaucoup de sujets n'est pas du tout du goût du pouvoir qui a bondi sur l'occasion pour faire écrouler

le journaliste dans l'optique de l'intimider pour le contraindre à mettre fin à cette émission qui a acquis une très forte audience et le faire taire définitivement.

Ferdinand, après ce sombre chapitre de sa profession de journaliste

peut-il encore animer son émission avec la même ardeur, exercer convenablement son travail en toute quiétude sans la crainte de recevoir une convocation et se retrouver de nouveau derrière les barreaux ?

Les autres confrères journalistes à travers la situation subie par Ferdinand, et la réalité persistante de l'article 497 du Code pénal, pourront-ils en toute indépendance exprimer leurs opinions, caractéristique fondamentale de la mission du journaliste ?

Patrick Poivre d'Arvor, Journaliste écrivain, disait que : « Le but du journalisme n'est ni de déplaire ni de complaire. C'est de remuer la plume dans la plaie.

La plume, et aujourd'hui le micro et la caméra ».

Le journalisme est une profession protégée. On y gagnerait tous en mettant en application les dispositions garantissant sa protection. Ceci est un gage certain pour la démocratie et l'Etat de droit pour tous. Nous avons besoin d'eux pour la réelle et la vraie information et en temps réel.

Protégeons-les ! Défendons-les !

J'ai dit.

Ijlal EL HAOULANI

ينلاوحلا للاح اذانتسلأ

« Le droit à la vie et l'abolition de la peine de mort »

« الحق في الحياة والغاء عقوبة الاعدامالقضية »

La fille (Emel) âgée de 16 ans poursuivait ses études quand elle a été surprise par la décision de ses parents la forçant à se marier, malgré son refus catégorique.

Tout au long de la période des fiançailles, elle n'a cessé de leur dire ce refus, ainsi qu'à son futur mari.

Malgré tout elle a été contrainte de le marier et de rejoindre le domicile conjugal.

Là bas, ayant refusé à plusieurs reprises de se prêter aux désirs de son mari, elle subissait différentes sortes de mauvais traitements et de violences afin de la contraindre à assouvir les désirs de ce dernier.

Emel n'a cessé d'opposer une résistance farouche, mais elle a échoué face à la force du mari qui a fini par la contrôler et la violer.

Dans sa dernière tentative de la contrôler, elle s'est emparée d'un couteau pour le menacer, mais loin de se décourager, il a continué ses tentatives de la violer de force, ce qui la contraindre à lui porter le coup de couteau qui a causé son décès.

Dans ce dossier, je soutiens l'accusée, poursuivie pour le crime de meurtre avec préméditation, prévu et puni par le Code pénal. Se référant aux données et faits de ce dossier, on note que l'accusée est une épouse mineure qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité légale. Mariée de force, son défunt mari n'a pas su la traiter avec indulgence, préférant la violer violemment malgré sa forte résistance. Face à l'insistance du mari, elle s'est munie d'une arme blanche pour le dissuader et l'empêcher de la violer de nouveau. Mais devant son obstination, elle lui a porté le coup de couteau fatal qui lui a coûté la vie.

Lors de son procès en première instance, elle a été condamnée à la peine de mort, mais cette décision est contestée en appel.

La condamnation à la peine de mort est la condamnation la plus sé-

vère, la peine de mort étant un châtement inhumain qui porte atteinte au droit à la vie. Elle a un effet limité et n'atteint pas la dissuasion requise. Certains l'appellent la peine capitale ou le dernier supplice, car elle élimine l'individu complètement de la société et viole son droit à la vie.

La peine de mort n'a pas sa raison d'être dans cette situation controversée, ni dans toute autre situation. Nous nous focalisons sur cette affaire controversée en particulier, et nous donnerons des raisons juridiques qui réfuteront ce crime et cette peine.

L'accusée, lors de cet incident, ne visait pas à ôter la vie à son mari, mais tentait de l'intimider afin de l'amener à reculer et à s'abstenir de lui faire du mal et de la violer avec violence.

Cette peine soulève des polémiques entre partisans et opposants, et des discussions d'un point de vue juridique, réaliste et social. Nous la condamnons, car elle est humiliante pour l'individu, elle annule l'humanité et la spiritualité de l'Homme en vie. C'est une punition injuste et dangereuse, d'une autre époque, et qui ne convient pas au développement de la vie humaine.

Elle tolère l'erreur judiciaire, en plus du contrôle de la décision sécuritaire sur la décision judiciaire. Si on criminalise le meurtre et qu'on le réitère en ordonnant de tuer au nom de la loi, on ne contribue pas à vaincre le crime ou réduire sa cruauté. C'est une peine qui piétine le droit le plus sacré de la vie, qui est la perte de l'âme humaine.

Il existe un groupe de pays dans le monde qui ont adopté une législation anti-peine de mort et ont complètement abandonné la peine de mort dans leur législation nationale.

Ils se sont passés de cette peine dans leurs juridictions pénales et dans la pratique, lui substituant des peines privatives de liberté.

Il existe des conventions internationales qui prévoient l'abolition définitive de la peine de mort, notamment le deuxième Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en 1989, et signé par 81 pays, dont la France.

Aussi, le protocole de la Convention américaine relative aux droits de l'Homme publié en 1990 prévoit l'abolition de la peine de mort,

Il existe également une organisation internationale pour la réforme pénale qui œuvre pour la réforme des systèmes de justice pénale dans le monde et qui déclare que 105 pays ont aboli la peine de mort, 35 pays ne l'appliquent plus depuis plus de 10 ans, tandis que

58 pays maintiennent toujours cette peine.

Se référant à la présente situation controversée et au comportement du mari violent avec violence son épouse mineure, il s'avère que ce mari a commis un crime contre son épouse. Le viol étant le rapport sexuel d'un homme avec une femme sans son consentement, selon à l'article 486 du code pénal, le contrat de mariage ne lui donne pas le droit au viol avec violence sous la bannière du mariage. L'article 485 du code pénal stipule que l'attentat à la pudeur d'un mineur est puni d'un emprisonnement de 10 à 20 ans.

Cette épouse était censée bénéficier d'une protection légale et concrète, car elle n'avait pas encore atteint l'âge de la majorité légale, et elle n'était pas décideuse. Privée de sa volonté, elle subissait divers types de violences inhumaines.

Par conséquent, elle est protégée par les exigences des traités internationaux en la matière, qu'il s'agisse de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la Convention des Nations Unies contre la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En fait, l'accusée dans ce dossier est la première victime, et la loi et la justice lui donnent le droit à la protection au lieu de lui infliger les peines les plus sévères.

L'accusée, en portant le coup de couteau au défunt, n'avait pas l'intention de le tuer, mais, comme prévu dans le Code pénal à l'article 124, était plutôt en état de légitime défense si l'auteur était contraint matériellement de commettre le crime, ou était dans un état où il lui était physiquement impossible de l'éviter, pour une raison extérieure à laquelle il n'a pas pu résister

Ajoutons à cela l'absence de l'élément le plus important du crime, qui est l'intention criminelle, puisque l'accusée n'avait pas l'intention de tuer son mari, mais elle était plutôt sous l'emprise de la peur et la panique face à l'agression qu'elle était sur le point de subir.

Rappelons que la cour d'appel de Tanger avait déjà rendu une décision de viol d'une femme par son mari. Personne n'a le droit, sous couvert de mariage, d'avoir des relations sexuelles avec sa femme sans son consentement.

Et l'épouse, en refusant d'obéir à son mari dans de telles circonstances, applique les règles de la loi islamique, car le Saint Coran affirme dans la sourate de La vache : « Alors, c'est soit la reprise conformément à la bienséance ou la libération avec gentillesse. »

Par conséquent, je fais appel à la sagesse de l'instance judiciaire et à son expertise dans le domaine du droit et de la loi.

Nous demandons respectueusement à l'honorable cour
L'acquittement de l'accusée dans l'intérêt de la loi.

Mohamed Oumar SALECK

محمد عمر السالك

« Ainsi s'éteint la lumière de la vérité »

« هكذا تنطفئ شُعْلَةُ الْحَقِيقَةِ »

Il était une fois une voix retentissante et sensationnelle qui émerveillait les âmes, réveillait les consciences et réconfortait les infligés ; une plume saillante, somptueuse et triomphale qui dénonçait les violences, perçait les injustices et brisait le silence ; l'exemple parfait du journaliste, indépendant, professionnel et responsable...

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres du jury,

Mesdames, Messieurs,

11 mai 2022. 6h ou peut être un peu avant. A Doha, l'agitation est à son comble sur la chaîne Qatari Al Jazeera. L'appel de Shireen Abu Akleh, correspondante en Palestine est vainement attendu sur l'antenne, d'un instant à l'autre. Peu à peu, les visages de ses collègues se crispent, leurs vas et viens se multiplient et se démultiplient et leurs regards se croisent et se décroisent sur fond d'angoisse et d'inquiétude lassante mais profonde, happée d'une peur sourde qui devient de plus en plus palpable.

Sur le terrain le vacarme est tumultueux. Une foule terrifiée et assaillie rode, gigote autour d'un corps, gisant dans une mare de sang.

Shireen s'apprêtait à couvrir un raid militaire israélien en Cisjordanie occupé lorsqu'une balle, manifestement tiré par sniper diablement rompu à l'exercice, se loge dans son crâne.

Ni son casque de protection ni son gilet par balle spécial presse et encore moins l'équipe de secours, immédiatement dépêchée sur les lieux, ne la sauveront d'une mort imminente, sans aucune chance de survie. Ainsi sous les regards impuissants des urgentistes, elle poussa son dernier souffle, cette fois-ci en silence, laissant derrière elle une famille anéantie : des parents désespérés, des frères et sœurs déboussolés et des amis aux abats.

Ses collègues sont désormais amputés, ses admirateurs à présent sans voix et la Palestine inconsolable, peut-être à jamais.

Shireen a été assassinée d'une manière sans aucun doute barbare

et abjecte et son collègue Ali Al-Saamoudi fut blessé et ce dans l'exercice de leur noble profession, le journalisme.

Pourtant, la liberté de la presse constitue une liberté fondamentale selon la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

La protection des journalistes dans le cadre du droit international humanitaire est nettement reconnue par toute une myriade de dispositions internationales au premier rang desquelles la Convention de Genève de 1949 dont le protocole additionnel énonce explicitement dans son article 79 que les journalistes engagés dans des missions professionnelles dangereuses dans les zones de conflit armé doivent être considérés comme des civils et protégés en tant que tels.

Et puis, la protection des journalistes est rappelée par maintes et maintes résolutions onusiennes et du conseil de sécurité des Nations unies portant sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité, mais aussi par des résolutions sur la protection des civils dans les conflits armés.

En outre, la Déclaration de Medellín, du 4 mai 2007 sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité exhorte les Etats membres de l'UNESCO à enquêter sur tout acte de violence susceptible de porter atteinte à la sécurité des journalistes.

De surcroît, la protection des journalistes est prévue par le statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Il convient d'admettre que ces conventions internationales sollicitent, à l'heure actuelle, une application immédiate et impérative car elles ont été, pour la plupart, ratifiées et promulguées par l'ensemble de la communauté internationale. Cela étant, force est de constater qu'il n'en est rien.

Aussitôt, les autorités palestiniennes ont pointé du doigt l'armée israélienne comme seule et unique responsable de l'assassinat de Shireen. Les autorités israéliennes réfutent et jettent le probe sur les Palestiniens. La cacophonie est totale.

En tout état de cause, l'indignation est universelle. D'un bout du monde à l'autre, les réactions sont vives. De part et d'autre, on condamne le crime. Ici et là, on réclame une commission internationale d'enquête.

Les responsables politiques, quant à eux, dénoncent, comme à l'accoutumée, un acte inqualifiable. Mieux encore, ils promettent la traduction des sauvages qui ont commis ce forfait devant les juridictions compétentes ; les uns au nom des droits de l'Homme, les autres au nom de l'impératif de la sécurité et la protection entière et incon-

ditionnelle des journalistes, piliers incontournables de la démocratie et derniers remparts contre l'obscurantisme.

Au fond, tout est vieux, vague, abstrait et ténébreux. Rien de concret, rien d'impératif, rien de décisif, rien de convaincant, rien d'apaisant. Loin de là, les variations rythmiques des réactions des responsables politiques s'apparentent à une prédiction passe-partout, une espèce de leçon périmée à force d'être récitée, tel qu'un superflu qui n'apporte rien.

Et comment en serait-il autrement ?

Avant Shireen d'autres journalistes ont été sauvagement et impitoyablement abattus de sang froid : égorgés, asphyxiés, assommés, empoisonnés, cadavérés et des adjectifs j'en oublie encore. Certains selon un modus operandi similaire voir identique à celui qui a conduit à la mort tragique de Shireen et d'autres dans des circonstances qui dépassent encore l'entendement.

Souvenez-vous des journalistes français Ghislaine Dupont et Claude Verlon, enlevés puis tués près de Kidal au Mali ? Souvenez-vous du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, hachée comme une bête sauvage ? Ou encore, tout récemment, du journaliste mexicain Armando Linares retrouvé sans vie, le corps criblé de balles ?

Des exemples comme ceux-ci on peut les multiplier à l'infini, tellement la liste est longue et le nombre de victimes est innombrable.

Et à chaque fois des bouches crient, des voix s'élèvent pour condamner le crime sinistre. Et comme toujours, tout à coup, comme par une loi d'attraction irrésistible, plus rien. Le temps qu'un nouvel assassinat se perpétue à l'encontre d'un autre journaliste, et cette fois-ci, en pleine journée ou au milieu de la nuit et parfois même devant les objectifs des caméras. Peu importe l'espace et le temps, les assassins ne se cachent plus et agissent, désormais, les visages découverts. Leurs adresses sont connues de tous et pourtant leur impunité est érigée en principe irréfutable.

Réduit à des principes abstraits et à des concepts vaseux, le droit international n'a plus aucun effet dissuasif.

Par conséquent, les responsables des violences visant les journalistes errent dans la nature en toute liberté et quiétude sans être inquiétés ou au moins interpellés.

Faut-il se résigner par fatalisme ? Ou plutôt insister et persévérer pour une application stricte du droit international. La question peut être reformulée de la façon suivante : à quoi cela sert-il d'avoir un arsenal

juridique aussi splendide et beau soit-il s'il ne peut être concrètement mise en pratique ?

Revenons à Shireen. Diplômée en architecture de la prestigieuse université jordanienne des sciences et technologies, rien ne la destinait, de prime abord, au journalisme si ce n'est que la quête infinie de la vérité ou tout du moins d'une information fiable et transparente et peut-être, il faut l'avouer, son amour viscéral pour sa terre natale, la Palestine, à laquelle son sang est désormais à jamais mêlé.

Six mois se sont écoulés depuis son assassinat, nombreuses enquêtes ont eu lieu et les conclusions sont sans appel :

« Toutes les informations que nous avons recueillies-y compris de l'armée israélienne et du procureur général palestinien- corroborent le fait que les tirs qui ont tué Shireen Abu Akleh et blessé son collègue Ali Sammoudi provenaient des forces de sécurité israéliennes et non de tirs de Palestiniens armés comme l'affirmaient initialement les autorités israéliennes. »

Déclare ainsi à Genève, le 24 juin 2022, la porte-parole du commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme Madame Ravina Shamdasani, lors d'un point presse.

Rapidement, le ministre de la Défense israélienne rétorque, en rejetant substantiellement les conclusions du rapport de l'ONU :

« J'exprime une fois de plus ma tristesse suite à la mort de la journaliste Shireen Abu Akleh. Sa famille et ses amis méritent de connaître la vérité sur les circonstances de sa mort - et cela ne peut être déterminé que par un examen balistique de la balle par laquelle elle a été touchée et non par des enquêtes déconnectées de la réalité comme celle publiée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. »

Le fameux examen balistique a eu lieu et les autorités israéliennes ont publié le 5 septembre dernier les conclusions finales de leur enquête où elles reconnaissent aux bouts de lèvres la forte possibilité que Shireen ait été touchée par un tir d'un soldat israélien, qui aurait mal identifié sa cible. Le soldat en question en est désolé. Cela suffit manifestement pour clore définitivement l'enquête.

Monsieur le président, mesdames, messieurs les membres du jury,

Mesdames, messieurs,

Vous l'avez compris, il ne s'agit pas là d'un comte funeste mais d'une histoire macabre d'une voix qui a été étouffée, d'une plume brisée et d'un exemple journalistique physiquement liquidée.

Nul besoin d'être devin pour prédire que Shireen ne sera pas la dernière. Les victimes se succéderont les unes après les autres, tant que l'inertie est la règle nous serons condamnées à revivre l'histoire.

Monsieur le président, mesdames, messieurs les membres du jury,

Mesdames, messieurs,

J'aurais bien aimé vous dire que les responsables de l'assassinat de Shireen seront bientôt jugés et que la justice sera faite. Ce serait, évidemment, vous mentir, car il ne vous échappera pas que l'enquête a été classée sans suite et que toutes les voix, rappelez-vous qui se sont élevés, seront tôt ou tard emportées comme un souffle vain, dans le vent violent de l'ouragan. Et si, par extraordinaire, les cris d'une bouche finissent par atteindre la conscience humaine de la communauté internationale, s'il y en a une, ils se perdront, à coup sûr, dans la rafale des vetos de plus puissants.

Dans un monde marqué par un libéralisme débridé et pervers ; prisonnier d'un mercantilisme bête et méchant, se caractérisant par un triomphalisme contemplé des intérêts individualistes, la lâcheté est monnaie courante. Ainsi, il serait difficile, en tout cas pour certains, de pointer du doigt les coupables. Dans ce monde-là, il y a ceux qui condamnent avec bravoure et aisance toutes les atrocités, de quelque part qu'elles viennent et quel qu'en soient les victimes, et puis il y a les autres, ceux qui se contentent, je dirais presque, de se gargariser des grands discours et des faux slogans afin de se donner bonne conscience et continuer leurs chemins, en détournant le regard.

Oui j'y insiste. A l'heure qu'il est, il n'y a pas d'autre réalité qui profile à l'horizon que celle-là.

Alors si la vie des journalistes est si sacrée, si la liberté de la presse est nécessairement fondamentale, si la primauté du droit international est cardinale, si les droits de l'Homme sont universels, je vous conjure, monsieur le président, mesdames, messieurs les membres du jury, mesdames, messieurs, de condamner avec force et vigueur, sans plus tarder, aujourd'hui, maintenant, le laxisme et l'inaction de la communauté internationale, qui incontestablement provoquent une permissivité épouvantable. Vous aurez pris le parti des victimes, les journalistes qui meurent et avec eux s'éteint la lumière de la vérité.

Quant à moi, je plains ceux qui tuent.

Merci pour votre attention.

التسببُ الرهيب. فبذلك تنحازون إلى جانب الضحايا، الصحفيين الذين يموتون ومعهم تنطفئ
شعلة الحقيقة.

أما أنا فأشتكي أولئك الذين يقتلون.

شكرا على حسن متابعتكم.

أصابته وليس عن طريق التحقيقات البعيدة عن الواقع مثل ما نشره مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة".

لقد جرى التحليل البالستي الذي ذاع الحديث عنه ونشرت السلطات الإسرائيلية يوم 5 سبتمبر الماضي النتائج النهائية لذلك البحث حيث اعترفت على طرف اللسان بالاحتمال القوي بأن تكون الرصاصة التي قد أصابت شيرين صادرة عن جندي إسرائيلي كان قد أخطأ في تحديد هدفه والجندي المعني متأسف على ذلك. يكفي هذا في ما يبدو من أجل وضع نقطة النهاية على التحقيق.

السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، أيتها السيدات أيها السادة، لقد فهمتم ذلك، لا يتعلق الأمر هنا بحكاية مشؤومة ولكن بقصة موت صوت تم إسكاته، وقلم تم تحطيمه ومثال صحفي تمت تصفيته جسدياً.

لا حاجة لقدرات خارقة للتنبؤ بأن شيرين لن تكون الأخيرة فستتوالى الضحايا تلو الأخرى ما دام الجمود هو القاعدة السائدة، فقد رنا أن نعيد مشاهدة التاريخ باستمرار.

السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، أيتها السيدات أيها السادة، كان بودي أن أعلن لكم أن المسؤولين عن اغتيال شيرين سيخضعون قريباً للمحاكمة وأن العدل سيطبق. ساكون كاذباً إن قلت ذلك لأنكم لا تجهلون أن التحقيق قد تم حفظه دون متابعة وأن جميع الأصوات، تذكروا ذلك، التي ارتفعت ستخفت عاجلاً أو آجلاً مثل نفخة منهكة في وجه عاصفة عنيفة وسط إعصار. وإن حصل لأمر خارق أن بعض الصرخات وصلت في النهاية إلى الضمير الإنساني للمجموعة الدولية، إن كان لها ضمير، فستضيع تلك الصرخات بالتأكيد وسط قصف فيتو القوى العظمى.

في عالم تسوده ليبرالية مطلقة العنان ومنحرفة، سجين الولع الوحشي والشرير بالربح والإيمان الأعمى بالمصالح الفردانية، أصبح الغدر عملة متداولة. وهكذا سيكون من الصعب على الأقل بالنسبة للبعض، بأن يشيروا بأصبع الاتهام إلى المجرمين. في مثل هذا العالم يوجد أولئك الذين يدينون بشجاعة وراحة بال، كافة الفظائع مهما كان مصدرها ومهما كانت ضحاياها. ثم هناك الآخرون، أولئك الذين يكتفون، أكاد أقول، بتثنييف مسامعهم بخطب طنانة ويتباكون بدموع التماسيح ليتظاهروا بامتلاك ضمير حي، ثم يصرفون أنظارهم مواصليين مسيرتهم.

نعم ألح على ذلك. في الوقت الراهن لا تلوح في الأفق حقيقة أخرى غير هذه.

إن إذا كانت حياة الصحفيين مقدسة لهذه الدرجة، وحرية الصحافة أساسية، وإذا كانت سيادة القانون الدولي أصلية وإذا كانت حقوق الإنسان شمولية، أتوسّل إليكم السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، أيتها السيدات، أيها السادة، أن تدينوا بقوة وحزم دون تأخير، اليوم، الآن، تساهل وخمول المجموعة الدولية، الذي يشجّع دون ريب استمرار

هل تتذكرون الصحفيين الفرنسيين جيسلن دييون واكلود فرلون اللذين تم اختطافهما ثم قتلتهما قرب كيدال في مالي؟ هل تتذكرون الصحفي السعودي جمال خاشقجي الذي تم تقطيعه إربا إربا مثل الحيوان؟ أو تتذكرون حديثا الصحفي المكزيكي أرمندو لينار الذي وجد ميتا وقد مزق الرصاص جسمه؟ أمثلة مثل هذه يمكن أن نسردها إلى ما لا نهاية فاللائحة طويلة جدا وعدد الضحايا لا يأتي من ورائه إحصاء.

وفي كل مرة تخرج الصرخات من الأفواه وترتفع أصوات للتنديد بالجريمة البشعة ودائما كما لو كان هناك قانون جاذبية لا يقاوم يخذل كل شيء في انتظار ارتكاب عملية اغتيال أخرى ضد صحفي آخر، هذه المرة في وضوح النهار أو في وسط الليل وأحيانا أمام أعضاء الكاميرات. لا أهمية للمكان والزمان فالقتلة لم يعودوا يستترون بل أصبحوا يتصرفون بوجوه مكشوفة عناوينهم معروفة لدى الجميع ومع ذلك إفلاتهم من العقاب هو القاعدة والمبدأ الراسخ.

بعد أن تحول القانون الدولي إلى مبادئ ومفاهيم غامضة لم يعد له أي تأثير ردعي، وبالتالي أصبح مرتكبو العنف ضد الصحفيين يسرحون ويمرحون بكل حرية وطمأنينة دون أية مضايقة أو على الأقل مساءلة. هل يجب أن ننقاد للحتمية؟ أم علينا أن نقاوم ونثابر من أجل تطبيق صارم للقانون الدولي؟ تمكن إعادة صياغة السؤال بالطريقة التالية: ما الفائدة من وجود ترسانة قانونية مهما كانت واضحة وجميلة، إذا لم يكن من الممكن تطبيقها على أرض الواقع؟

نعد إلى شيرين، حائزة على دبلوم مهندس معماري من الجامعة الأردنية الشهيرة للعلوم والتكنولوجيا، لا شيء يدل في البداية على أنها ستعمل في الصحافة غير البحث الأيدي عن الحقيقة أو على الأقل عن الخبر الصحيح والشفاف وربما، لا بد من الاعتراف بذلك، فيها الراسخ لوطنها فلسطين، التي أصبح دمها من الآن فصاعدا ممزوجا بترابها إلى الأبد.

لقد انقضت ستة شهور منذ اغتيالها وجرى العديد من التحقيقات والاستنتاجات وبرزت نتائج لا شك فيها:

"كافة المعلومات التي حصلنا عليها بما في ذلك من الجيش الإسرائيلي ومن وكيل الجمهورية الفلسطيني، تتفق على أن الرصاص التي قتلت شيرين أبو عاقلة وجرحت زميلها عالي الصمودي صادرة عن قوات الأمن الإسرائيلية وليست من الطلقات الفلسطينية كما أكدت ذلك السلطات الإسرائيلية في البداية".

هكذا صرحت في جنيف يوم 24 يونيو 2022 المتحدثة باسم مفوضية الأمم المتحدة لحقوق الإنسان السيدة رافينا شامدازاني أثناء نقطة صحفية.

بسرعة بادرت وزيرة الدفاع الإسرائيلية إلى الرد نافية نتائج تقرير الأمم المتحدة: "أعبر مرة أخرى عن حزني إثر مقتل الصحفية شيرين أبو عاقلة، أسرتها وأصدقائها يستحقون معرفة الحقيقة حول ملابسات موتها ولا يمكن تحديد ذلك إلا بالفحص البالستي للرصاص التي

النصوص الدولية في مقدمتها اتفاقية جنيف لسنة 1949 التي يصرح ابروتوكولها الإضافي بوضوح في مادته 79 أن الصحفيين الذين يباشرون أعمالهم المهنية الخطيرة في مناطق النزاع المسلح يجب اعتبارهم من المدنيين وحمايتهم اعتباراً لتلك الصفة.

ثم إن حماية الصحفيين قد دُكرت بها مرات ومرات قرارات الأمم المتحدة ومجلس الأمن التابع لها حول أمن الصحفيين ومحاربة الإفلات من العقاب ولكن أيضاً من خلال قرارات حول حماية المدنيين أثناء النزاعات المسلحة.

فضلا عن ذلك يحث إعلان مدلين الصادر بتاريخ 4 مايو 2007 حول أمن الصحفيين ومحاربة الإفلات من العقاب، الدول الأعضاء في منظمة اليونسكو على التحقيق في كل فعل عنف من شأنه المساس بأمن الصحفيين. علاوة على ذلك وردت حماية الصحفيين في نظام روما المتعلق بالمحكمة الجنائية الدولية.

من المناسب أن نقبل أن هذه الاتفاقيات الدولية تتطلب في الوقت الراهن تطبيقاً فورياً وأمرًا لأنها في أغلبها قد صادقت عليها وأصدرتها المجموعة الدولية بكاملها ومع ذلك لا بد من أن نلاحظ أن ذلك لم يغير شيئاً.

على الفور، وجهت السلطات الفلسطينية أصعب الاتهام إلى الجيش الإسرائيلي باعتباره المسؤول الوحيد عن اغتيال شيرين، أما السلطات الإسرائيلية فقد نفت ذلك ودفعت بالتهمة في اتجاه الفلسطينيين واختلطت الأصوات تماماً.

ومهما يكن من أمر فقد كانت الادانة عالمية، فمن كل أصفاع العالم، تعددت ردود الفعل تدين الجريمة هنا وهناك تطالب بلجنة تحقيق دولية.

أما المسؤولون السياسيون فقد شجبوا كعادتهم عملاً يعجز الوصف عنه. وزيادة على ذلك وعدوا بإحالة الوحوش الذين ارتكبوا هذه الجريمة أمام الهيئات القضائية المختصة. بعضهم باسم حقوق الإنسان وبعضهم الآخر باسم ضرورة الأمن والحماية الكاملة وغير المشروطة للصحفيين باعتبارهم ركائز لا غنى عنها للديمقراطية وهم آخر الدفاعات في مواجهة الظلامية.

في واقع الأمر يبدو كل شيء مترهلاً وفضفاضاً ومجرداً وقائماً. فلا وجود لشيء ملموس ولا لشيء ملزم ولا لشيء حاسم ولا لشيء مهذئ. الأمر بعيد من ذلك فتنوع ردود الفعل المتناغمة للمسؤولين السياسيين يشبه تكهّنات صالحة لكل الاحتمالات أو هو درس ممجوج ومتجاوز لكثرة تكراره مثل زائدة لا طائل من ورائها.

وكيف يحصل غير ذلك؟

قبل شيرين تم اغتيال صحفيين آخرين بدم بارد بوحشية ودون رحمة: ذبحاً أو خنقاً أو صرعا أو تسميماً، أو ممرّقين والأوصاف لا تنتهي. بعضهم حسب طريقة مشابهة إن لم نقل مطابقة لتلك التي أدت إلى الموت التراحيدي لشيرين وآخرون في ملابسات ما زالت عصية على الفهم.

Mohamed OUMAR SALECK

محمد عمر السالك

« Ainsi s'éteint la lumière de la vérité »

« هكذا تنطفئ شُعلة الحقيقة »

كان هناك ذات مرة صوتٌ مدوّي ومؤثر يسحر النفوس ويوقظ الأفكار ويخفف عن المصابين، قلم بارز فاخر ومُعْتَدّ بنفسه، يفضح ممارسات العنف ويكشف الظلم ويكسر جدار الصمت؛ مثال رائع للصحفي المستقل والمهني والمسؤول...

السيد الرئيس، السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، أيتها السيدات أيها السادة،

يوم 11 مايو 2022، عند الساعة السادسة، وربما قبل ذلك بقليل، في الدوحة بلغت الحركة أوجها داخل قناة الجزيرة القطرية. فقد طال انتظار اتصال شيرين أبو عاقله مراسلة القناة في فلسطين التي كانت ستطلع على الخط من لحظة إلى أخرى. وشينا فشيننا اكفهرت وجوه زملائها وكثرت حركاتهم جينّة وذهاباً. تتقاطع نظراتهم في كل الاتجاهات في جو من الهلع والقلق الثقيل والعميق يتملكهم خوفٌ صامتٌ، بدأ يتكتّف شيئاً فشيئاً.

هناك في الميدان كانت الضجة صاخبة. فقد التفتّ جمعٌ مذعورٌ ومحاصرٌ يدور ويحرّك الأرجل حول جسم يسبح في بركة من الدماء.

كانت شيرين تستعد لتغطية قصف عسكري إسرائيلي في الضفة الغربية المحتلة عندما استقرت في رأسها رصاصة، من الواضح أن مصدرها قنّاصٌ قد مرّد على مثل هذا الفعل.

فلا قلنسوة الحماية ولا الصدرية الواقية من الرصاص الخاصة بالصحافة، كلا ولا فريق الإسعاف الذي هرع إلى عين المكان على الفور، لا شيء من كل ذلك سينقذها من موت محقق. فلم يتركوا لها حظاً في الحياة. هكذا تحت النظرات العاجزة لأطباء الطوارئ لفظت شيرين أنفاسها الأخيرة هذه المرة في صمت، تاركة وراءها أسرة مدمّرة: أبوين حائرين وإخوة وأخوات تائهين وأصدقاء محطّمين. لقد أصبح زملاؤها مبتورين ومحبّوها من الآن فصاعداً فقدوا ذلك الصوت وفلسطين لا عزاء لها ربما إلى الأبد.

تم اغتيال شيرين بطريقة وحشية ودنيئة دون شك وسقط زميلها عالي الصمودي جريحا وذلك أثناء ممارسة مهنتهما الصحفية النبيلة.

مع ذلك تعتبر حرية الصحافة إحدى الحريات الأساسية حسب الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لسنة 1948.

إن حماية الصحفيين في إطار القانون الإنساني الدولي معترف بها تماماً من خلال عشرات

الحكم ببراءة المتهمة لفائدة القانون.

وكذلك هناك منظمة دولية للإصلاح الجنائي تعمل على اصلاح نظم العدالة الجنائية على مستوى العالم تصرح على ان 105 من دول الغت عقوبة الاعدام و 35 دولة لا تنفذ عقوبة الاعدام اكثر من 10 سنوات و 58 دولة لازالت تحتفظ بعقوبة الاعدام .

فبالرجوع الى نازلة الحال وسلوك الزوج تجاه الزوجة القاصر واغتصابها بالعنف ، فان هذا الزوج ارتكب جرما في حق هذه الزوجة ، فالأغتصاب هو موقعة رجل لامرأة بدون رضاها وهذا ما تنص عليه المادة 486 ق ج ، فعقد الزواج لا يخول له ان يغتصب بالعنف تحت لواء الزواج ، فالمادة 485 من ق ج تنص على انه(يعاقب بالسجن من 10 الى 20 من هنك عرض قاصر) .

فهذه الزوجة كان المفروض ان تتوفر على الحماية القانونية والواقعية ، لانها لم تبلغ بعد سن الرشد القانوني ، ولم تكن صاحبة القرار ، فهي مسلوبة الارادة ، وتعرضت لشتى انواع العنف اللانساني .

لذلك يجب مقتضيات المعاهدات الدولية بهذا الخصوص سواء تعلق الامر باتفاقية القضاء على جميع اشكال التمييز ضد المرأة وكذلك اتفاقية الامم المتحدة لمناهضة التعذيب وضروب المعاملة القاسية والالسانية او المهينة .

فحقيقة الامر ان المتهمه من خلال هذا الملف هي الضحية الاولى ويخول لها القانون والقضاء حمايتها بدل عقابها باشد العقوبات .

فالمتهمة حينما وجهت الطعنة الى الهالك لم يكن هدفها القتل بل كانت في حالة دفاع شرعي عن النفس والمنصوص عليها في القانون الجنائي من خلال المادة 124 والتي تنص (اذا اضطر الفاعل ماديا الى ارتكاب الجريمة ، او كان في حالة استحالة عليه معها استحالة مادية اجتنابها ، وذلك لسبب خارجي لم يستطع مقاومته)

اضافة الى ذلك انعدام اهم ركن من اركان الجريمة الا وهو القصد الجنائي فالمتهمة لم تكن تهدف قتل زوجها ، بل الخوف والهلع الذي اصابها جراء هذا الاعتداء

وسبق للمحكمة الاستئنافية بطنجة ان ان اصدرت قرار باغتصاب الزوج لزوجته ، فلايحق لاي كان تحت غطاء الزواج معاشره زوجته دون رضاها ، فالزوجة التي ترفض الامتثال لزوجها تطبيق قواعد الشريعة الاسلامية ، لقوله تعالى في سورة البقرة (فامساك بمعروف او تسريح باحسان) .

لذلك اناشد هيئة الحكم لما لها من حكمة وحكمة في مجال الحق والقانون.

نلتمس من المحكمة الموقرة بكل احترام.

وإثناء محاكمتها في المرحلة الابتدائية قضت بالحكم عليها بعقوبة الاعدام وهذا الحكم مطعون فيه بالاستئناف .

فالحكم بعقوبة الاعدام هو حكم اشد قسوة وعقوبة الاعدام هي عقوبة غير انسانية وماسة بالحق في الحياة وهي محدودة الاثر و لا تحقق الردع المطلوب ، ويسميتها البعض بعقوبة الموت او العقوبة العظمى ، لانها تستاهل الفرد نهائيا من المجتمع ، وتنتهك حقه في الحياة .

فعقوبة الاعدام لامجال لاعمالها في نازلة الحال او في أي نازلة اخرى وسنخصص بالذكر هذه النازلة وسندلي باسباب قانونية سندحض هذه الجريمة وهذه العقوبة .

المتهمة وإثناء هذه الواقعة لم يكن هدفها هو ازهاق روح زوجها وانما كانت تحاول تخويفه من اجل التراجع والعدول عن الحاق الضرر بها واغتصابها بالعنف .

وان كانت هذه العقوبة تثير جدلا بين مؤيد ومعارض ومناقشات من الناحية القانونية والواقعية والاجتماعية ، فاننا ندين هذه العقوبة ، فهي مهينة في حق الفرد ، وتلغي انسانية الانسان وقديسيته في الحياة ، فهي عقوبة ظالمة وخطيرة ولا تتماشى مع هذا العصر ، ولا تلائم تطور الحياة البشرية ، وتحتل الخطا القضائي ، اضافة الى تحكم القرار الامني في القرار القضائي ، فاذا كنا نجرم القتل ونكرر هذه الجريمة ونحكم بالقتل باسم القانون لم يعد ينفع في القضاء على الجريمة او التقليل من حدتها ، فهي عقوبة تهدر اقدس حق في الحياة وهو ازهاق الروح البشرية .

هناك مجموعة من البلدان حول العالم تبنت تشريعات مناهضة لعقوبة الاعدام ، وتخلت نهائيا عن عقوبة الاعدام ضمن قوانينها الوطنية ، واستغنت عن هذه العقوبة عن مستوى النص الجنائي والممارسة العملية وعوضتها بعقوبات سالبة للحرية .

وهناك اتفاقيات دولية تنص على الغاء عقوبة الاعدام نهائيا منها البرتوكول الاختياري الثاني للعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الذي اعتمدته الجمعية العامة للأمم المتحدة في نيويورك 1989 ويبلغ عدد الدول الموقعة عليه 81 دولة ومنها فرنسا .

وكذلك البرتوكول الخاص بالاتفاقية الامريكية لحقوق الانسان والتي تنص على الغاء عقوبة الاعدام الصادرة في سنة 1990

Ijlal EL HAOUANI

ينلاوحلا للاجل ءذانتسلأ

« Le droit à la vie et l'abolition de la peine de mort »

« من اجل الغاء عقوبة الاعدام »

الفتاة _ (امل) بنت سنها 16 كانت تتابع دراستها فوجئت بقرار والديها يرغمانها على الزواج ،فرفضت وبشدة وطوال فترة الخطوبة عبرت لهما ولخطيبها عدم رضاها على هذا الزواج وانتهى الامر بارغامها رغم رفضها على الزفاف والالتحاق ببيت الزوجية رفضت الاستجابة الى رغباته لعدة مرات ،وكانت تجابه بسوء المعاملة والعنف والضرب والتكيل لاجبارها على تلبية رغباته قاومت امل مقاومة قوية ،لكنها فشلت امام قوة الزوج وانتهى بالتحكم فيها واغتصابها وفي اخر محاولة للنيل منها مسكت سكيناً لتهديده دون ان ينفعها ذلك ودون ان يتراجع الزوج وعند محاولته اغتصابها بقوة طعنته بالسكين فمات متأثراً بجروحه .

اؤازر في هذا الملف المتهمة المتابعة من اجل جناية القتل العمد مع سبق الاصرار والترصد والمنصوص عليها وعلى عقوبتها في القانون الجنائي .

بالرجوع الى معطيات وقائع هذا الملف فان المتهم هي زوجة قاصر لم تبلغ بعد سن الرشد القانوني تم تزويجها غصباً ، والزوج الهالك لم يكن يعي كيفية معاملة زوجته القاصر بالرحمة وعمد الى اغتصابها بالعنف ورغماً عنها ، مما دفعها بها الى تهديده بواسطة السلاح الابيض من اجل تخويله وتراجعه عن مايمكن ان يقوم به في حقها والعنود عن فعل الاغتصاب ، الا ان تعنت الزوج وإصراره على هذا الفعل وبفعل الضرر الذي لحقها وجهت طعنة اودت بحياته .

حقيقية عن أخبار البلد. والجاليات التوغولية الكثيرة في الخارج التي لديها تسهيلات أكثر للمتابعة على الانترنت لم تغب هي الأخرى فقد وصلتها أصداء حقيقية عن أخبار البلد.

إن هذا الوعي والتحسيس لمزيد من المواطنين حول الكثير من المواضيع لم يرق للسلطة، فانتهزت الفرصة من أجل سجن الصحفي قصد تخويله وإجباره على إيقاف هذا البرنامج الذي أصبح ذائع الصيت بهدف إسكاته نهائيا.

هل ما زال فرديناه، بعد هذا الفصل الحالك من مسيرته المهنية الصحفية، قادرا على إنعاش برنامج بنفس الحماس وممارسة عمله كما ينبغي بكل اطمئنان دون الخوف من تلقي استدعاء والوقوف من جديد خلف الغضبان؟

وهل يستطيع زملاؤه الصحفيون الآخرون بعد الوضعية التي عاناها فرديناه والواقع المائل للمادة 497 من القانون الجنائي، أن يعبروا عن آرائهم بكل استقلالية، الميزة الأساسية لمهمة الصحفي؟

يقول باتريك ابوافر دارفور الكاتب الصحفي: "إن الهدف من الصحافة ليس الإساءة أو الإرضاء بل هو تحريك القلم داخل الجرح. والقلم اليوم هو المايكروفون والكاميرا".

إن الصحافة مهنة محمية. وسنرجح جميعا من تطبيق الترتيبات الضامنة لهذه الحماية. فتلك ضمانات أكيدة للديمقراطية ودولة القانون بالنسبة للجميع، نحن نحتاج للصحفيين من أجل المعلومات الحقيقية والصحيحة في وقت قياسي. لنحمهم إذن وندافع عنهم!

قلت

قلت.

إذا كانت المادة 497 من القانون الجنائي التوغولي الجديد تنص على عقوبات حارمة من الحرية في ما يتعلق بجريمة التشهير، فإنه يجب التأكيد بشدة على أن الترتيبات الجديدة إذا تم تطبيقها على الصحافة ستعيد إلى البلد العمل بتجريم الجرم الصحفي، مع أنه تم إلغاؤه بموجب قانون الصحافة والاتصال منذ اعتماده سنة 2004.

إن هذا البند الجديد في القانون الجنائي قاتل لحرية الصحافة لأنه يضع كل صحفي تحت سيف العقوبات أو السجن بسبب نشر أو إذاعة رسالة تتضمن احتمال بلبلة النظام العام. والتجاوزات الناتجة عن هذا النوع من الترتيبات بالغة الخطورة بالنسبة للمهنة.

في القرن 21 وفي سنة 2021 في التوغو حيث أصبح رفع التجريم عن الجريمة الصحفية حقيقة واقعة من خلال مؤسسات الجمهورية، كيف نفهم أن يقوم حافظ الخواتم ومجسد صفات العدل والمسؤول عن تسيير الهيئات القضائية بإساءة استخدام سلطته من أجل سجن صحفي صدرت عنه تصريحات في إطار ممارسة مهنته، معتمدا في ذلك على القانون الجنائي فيجبر مأموره وكيل الجمهورية على نحت أساس قانوني من أجل تبرير الاعتقال التعسفي لهذا الصحفي؟

مع ذلك يمكن من خلال المصادقة على قانون الصحافة ورفع التجريم عن جريمة الصحافة أن نعتبر أن الصحفي لا يمكن اعتقاله ولا الحكم عليه بعقوبة السجن ولكن فقط بعقوبة دفع غرامات مالية.

الجدل القانوني الذي دار بين النيابة صاحبة الشكوى وقاضي التحقيق الذي أودع فرديناه في السجن من جهة، و محامي فرديناه، من جهة أخرى، دار حول معرفة ما إذا كان يوتيوب شبكة اجتماعية من أجل تبرير تطبيق المادة 497 من القانون الجنائي أو أنه وسيلة إعلام اجتماعية من أجل إلزامية تطبيق قانون الصحافة والاتصال.

لا مناص من أن نلاحظ أن فرديناه لم يتملص أبدا من التصريحات المنسوبة إليه وهو ما لا يستطيعه نظرا لوجود دليل إثبات صريح سمعي بصري. فما هو إذن مبرر اعتقاله مع افتراض أنه لم يحصل نقاش حول تطبيق القانون الجنائي؟

أيها السيدات، أيها السادة،

الأمر لا يعدو كوننا نشاهد مرة أخرى قانون القوة يسود من جديد على قوة القانون. الهدف الذي ينشده حافظ الخواتم وكافة جلادي الصحفيين هو معاقبة صحفي لم يقبل مجاملة السلطة القائمة وبرامجه تحظى بالمتابعة عبر العالم من طرف جميع التوغوليين المتعطشين إلى المعلومات الموضوعية ذات المصادقية عن بلدهم.

إن مبرر التوغوليين في البحث عن المعلومة الصحيحة والتحليل الموضوعي يجد تفسيره بمرارة في أن كل شيء قد تم تسخيرها في البلد من أجل حرمان جزء كبير من التوغوليين من الحصول على معلومات معقولة.

رغم رداءة الاتصال بالانترنت في التوغو فالبرنامج الذي ينعشه فرديناه على يوتيوب قد مكن من توعية الكثير من السكان في داخل البلد فقد حصلوا رغم كل شيء على فكرة

مواصلة البحث.

وكما يجري في المسلسلات دوت أصوات قضبان زنزانة صغيرة سوداء خلف الصحفي الذي وجد نفسه وسط مجموعة من الجانحين العاديين.

لحد هذه اللحظة لم يخطر لفرديناه أنه سيحتفل بعيد الميلاد ورأس السنة الجديدة بعيدا من أسرته تحت الخوف طيلة الأيام الرهيبة التي قضاها معتقلا بصفة تعسفية في زنزانة ضيقة كان من بداخلها من البشر يتجاوزون بكثير طاقتها الأصلية حيث كان يأكل ويقضي حوائجه الأخرى في نفس المكان قبل نقله لاحقا إلى السجن المدني في لومي.

أدى سجن هذا الصوت الانتقادي إلى إشغال شبكة التواصل الاجتماعي وتناقلته القنوات الوطنية والدولية. كان الرأي العام المذهول بسبب هذا الاعتقال التعسفي يريد إدراك حقيقة الأمر. تحت الضغط من كل جانب اضطر وكيل الجمهورية إلى تنظيم خرجة إعلامية زعم فيها أن سجن الصحفي مبرر لكونه استخدم الوسيط الإعلامي يوتيب الذي لا تشملته ترتيبات رفع التجريم الواردة في قانون الصحافة. وحسب رأيه فإن أحكام القانون العام وخاصة المواد 490 و491 و492 و497 من القانون الجنائي هي التي تنطبق على الحالة.

وبالفعل فإن قانون الصحافة في التوغو لم يرد فيه سوى غرامات بالنسبة لجرائم الصحافة مثل المعلومات الكاذبة والتشهير ولا يمكن تطبيق أية عقوبة بالسجن.

في هذا السياق يُبرز إعلان المبادئ حول حرية التعبير والنفاد إلى المعلومات، بوجه خاص، أن الشخصيات العمومية يجب أن تتحلى بمزيد من التسامح اتجاه النقد أكثر من المواطنين العاديين وأن العقوبات بسبب التشهير لا يمكن أبدا أن تكون قاسية لدرجة تجعلها تتعارض مع الحق في حرية التعبير.

ذكر الإعلان الدول كذلك بأن عقوبة الحرمان من الحرية بسبب التشهير فيها خرق لحرية التعبير وأنه يجب إلغاء القانون الجنائي حول التشهير. وذهب الإعلان أبعد من ذلك حيث نص على أن الدول يجب ألا تلحق الضرر بحق الأفراد في البحث واستقبال المعلومات ونقلها بأية وسيلة اتصال أو تقنيات رقمية.

دستور التوغو ينص بعبارات واضحة في مادته 15 على أنه: "لا يمكن إيقاف أو سجن أي شخص بصفة تعسفية ومن يتعرض للتوقيف أو السجن على غير أساس قانوني أكثر من مدة الحراسة النظرية يحق له بناء على طلبه أو طلب كل من يعنيه الأمر تقديم شكوى لدى السلطة القضائية المختصة قانونا".

الفقرة 2 من المادة 13 من نفس النص تنص في نفس السياق على أنه: "لا يمكن حرمان أي شخص بصفة تعسفية من حياته ولا من حريته".

حرية الصحافة معترف بها رسميا في التوغو وتضمنها الدولة والتعديلات التي يتم إدخالها من حين لآخر إنما تستجيب للتطور والسياق خاصة مع ظهور وسائل إعلام جديدة من أجل ضمان أكثر لحقوق كافة المواطنين.

Noellie Iyewa GAGLO

نولي إيوا داكلو

«La dépénalisation du délit de presse au Togo, une chimère »

« وهم رفع التجريم عن الجرم الصحفي في التوغو »

كانت الساعة الثامنة صباحا في لومي وكان ذلك يوم 9 ديسمبر 2021 كانت الشمس قد تعالت إلى الأفق مع هبوب رياح الخُرور الجافة حين تلقى الأستاذ كوفي محامي أفرديناه ألبيت الصحفي المحقق، اتصالا هاتفيا من موكله يخبره بأنه تلقى للتو استدعاء تركته له فرقة البحث والتحقيق مع الإلزام بالمثل فور الاستلام.

طلب منه محاميه تلبية الدعوة في انتظار أن يلتحق به. برباطة جأش ودون أن يعرف موضوع الاستدعاء المذكور ودون أن يتوفر على وقت لتنظيم دفاعه توجه أفرديناه إلى مقر الفرقة المذكورة.

التحق به محاميه بضع دقائق بعد ذلك واستقبل الاثنان من طرف قائد الفرقة الذي عرض أمامهما ،على شاشة صغيرة في مكتبه ،مقطعا من برنامج تلفزيوني أنعشه قبل أيام أفرديناه مع اثنين من زملائه هما إزيدور وجوول. كان الصحفي في المقطع المذكور يوقظ ضمير اثنين من الوزراء في الحكومة هما وزير التجارة ووزير العدل حول ضرورة اتباع حكمة نزيهة خاصة أنهما يظهران في هيئة رجال الدين. وقد ألح الصحفي كذلك على ضرورة الشفافية التي يجب أن تسود في تسيير الأموال العمومية.

تذكر أفرديناه ما ورد في المقطع مبرزا أنه تحدث كصحفي وهي مهنة يحميها في التوغو القانون رقم 015-2004 الصادر بتاريخ 27 أغسطس 2004 المتضمن قانون الصحافة الذي يكرس مبدأ رفع التجريم عن الجرائم الصحفية.

بناء على هذا المبدأ لا يمكن سجن أي صحفي بسبب ما يصدر عنه أثناء ممارسة مهنته.

كان الدفاع جليا ولكن بالنسبة لمن لا يأخذ في الحسبان غليان الغضب لدى الوزيرين المدَّعين اللذين لا يريدان أقل من حسم المعركة مع المتهم برؤيه خلف الغضبان.

لا بد إذن من البحث والتقصي من أجل العثور على ترتيب يمكن من تبرير سجن الصحفي. تم الاتصال بالنيابة ،رأس الحرية لدى الدولة، من أجل إنقاذ الموقف. وتصرفت النيابة من أجل أن تلتصق بالصحفي ترتيبات المادة 490 وما بعدها من القانون الجنائي وهي أحكام عامة خلافا للترتيبات الخاصة لقانون الصحافة.

أصبح الجو مكفهرًا ،فخطر حرمان الصحفي من الحرية أصبح مؤكدا يلوح داخل مكتب القائد الذي ما لبث أخبر المتهم بنيرة غنائية بوضعه تحت الحراسة النظرية في انتظار

الحاملة للسلاح الموظفة أساسا لحفظ النظام هي نفسها مصدرا للفوضى و القتل ؟

اخشى ما اخشاه في قضية الحال ان يؤثر إنتماء الفاعلين لأجهزة الدولة على سير المحاكمة و يكون مطية للإفلات من العقاب فاقول لكل من ستلامس يده اوراق هذا الملف ما ذكره الله عز و جل في آياته الكريمة: "اذا حكمتم بين الناس فاحكموا بالعدل " احكموا بالعدل بقطع النظر عن وظيفة المجرمين ، احكموا بالعدل ولا تكونوا طوق النجاة لمن تقاد سلطة فتعسف في استعمالها ، لمن اعتلى منصبا فتعالى على الناس و طغى .

ايها السادة الكرام نحن لا ننصب انفسنا اليوم مكان الهيئة القضائية المختصة للفصل في نزاع الحال فنكون بذلك قد سلطنا العقاب على الجناة قبل الأوان ولكن ما حضورنا اليوم امام مجلسكم الموقر الا للتشديد على ان تبني هذه القضية غير نابع عن دوافع شخصية او صلة قرابة بالضحية فانا لا اعرف شخصا هذا الإنسان و لكن ما أعرفه أن في يوم الواقعة لم تتم معاملته كإنسان و جب حفظ كرامته و حقه في الحياة .

اليوم قضية محسن الزياتي لا تعتبر حالة شاذة في ما يتعلق بمسألة التعسف في استعمال السلطة من بعض القوات الأمنية و الديوانية بل هو اسم جديد ينضاف لسلسلة طويلة من انتهاكات حقوق الانسان .

مع الأسف في مثل هذه القضايا ، أصحاب الحق قد فارقوا الحياة فأنفصلت الروح عن الجسد و اضحى المظلوم عاجزا عن البوح بما يخالجه من ألم ، عاجزا عن الصراخ في وجه من أطلق عليه الرصاص بدون وجه حق ليقول له : " كم وددت ان اكون يوما ما اريد ان اكون ، كم وددت ان أصبح ذلك الشخص الذي صنعت في خيالي ، كم حلمت ان ارتحل لإقفاء اثر النجاح اينما حل ، كم حلمت ان اعود الى المأتى لأفرح أهلي و من تقاسموا معي مشوار المرارة في الصغر ، كم وددت و كم تمنيت و كم حلمت و كم طمحت ... ولكنك سيدي برصاصك قد انهيت القصة قبل بدايتها " .

إن رسالة المحاماة يا سادة هي ان تواصل سرد هذه الأحلام في غياب اصحابها كي يشهد العالم مدى بشاعة جرائم القتل و تحفظها من النسيان ،

إن رسالة المحاماة يا سادة هي أن تكون صوت من لم يعد له صوت قادر على الجهر بالحق ، أن تكون دائما في الخطوط الامامية للدفاع عن حقوق الإنسان لإنارة الحق وسط عتمة الظلم و الظالمين ،

سيدي الرئيس ، سادتي اعضاء اللجنة و الحضور الكرام ، اليوم مطلبنا الوحيد ان ينال الجناة الجزاء القانوني و المناسب لما اقترفوه من جرائم في إطار محاكمة عادلة يكفل للمتهمين فيها كافة حقوق الدفاع لنتمكن من التصدي لثقافة الإفلات من العقاب و التفصي من المسؤولية .

حتى لا يأتي يوما يقال فيه ان ميزان العدالة في بلدي كان أعرجا.

اما من جهة اخرى فقد بررت الادارة العامة للديوانة ان الوضع الامني زمن الحادثة كان يقتضي استعمال السلاح بسبب تجمهر عدد من الاشخاص قصد احداث فوضى بالمكان لتخليص الضحية من ايدي اعوان الديوانة ، ولو فرضنا جدلا صحة هذه المزاعم فان القانون عدد 4 لسنة 1969 المتعلق بتنظيم التجمهرات ينص في فصله الواحد والعشرين على ان أعوان الأمن اذا وجدوا أنفسهم أمام متجمهرين يأبون التفريق رغم الإنذارات الموجهة لهم و المنصوص عليها بالفصول المتقدمة من هذا القانون فإنهم يستعملون بالتدرج الطرق التالية لتشتيتهم :

1- الرش بالماء أو المطاردة بالعصي

2- الرمي بالقنابل المسيلة للدموع،

3- طلق النار عموديا في الفضاء لتخويف المتجمهرين،

4- طلق النار صوب أرجلهم.

ثم يسترسل المشرع صلب الفصل 22 من نفس القانون : " إذا عمد المتجمهرون إلى بلوغ مقاصدهم بالقوة رغم استعمال جميع الطرق المنصوص عليها بالفصل 21 لتشتيتهم فإن أعوان الأمن يطلقون عليهم النار مباشرة " ، و تأسيسا على ذلك نستخلص ان استهداف الشخص في مقتل يكون في مرحلة خامسة و اخيرة بعد استنفاد كافة الوسائل الوقائية التي من شأنها السيطرة على الموقف دون خسائر بشرية .

و عليه فخلاصة القول ان الضحية محسن الزباني لم يكن يمثل خطرا داهما حتى تتم تصفيته بتلك الطريقة المهينة في ظرف ثواني معدودة بل كان مجرد مشتبه فيه في ملف متعلق بجرائم ديوانية كان من الحري و الأجدر احواله على القضاء للبت في شأنه مع توفير كافة ضمانات المحاكمة العادلة و على رأسها احترام حرمة الجسدية و حقه في الحياة .

أفلا يعتبر الحق في الحياة من اهم الحقوق التي ضمنتها كافة التشريعات الدولية و الوطنية ؟
ألم ينص الاعلان العالمي لحقوق الانسان في مادته الثالثة بان " لكل فرد الحق في الحياة و الحرية و الامان على شخصه " ؟

ألم يشر الميثاق العربي لحقوق الانسان في مادته الخامسة الى ان " الحق في الحياة هو حق ملازم لكل شخص " ؟

ألم ينص الدستور التونسي في فصله الرابع و العشرين ان " الحق في الحياة مقدس و لا يجوز المساس به الا في حالات قصوى يضبطها القانون " ؟

ألا يترتب عن كل هذه النصوص التزام الدولة بواجب ضمان حق المواطنين في الحياة والامتناع عن حرمان اي شخص من حياته بشكل تعسفي ؟

إذا لماذا يتم إزهاق ارواح بشرية دون موجب قانوني لذلك ؟ أيعقل ان تكون القوات

بالرصاص .

لماذا تم اذهاق روح الضحية بهذه الشاكلة و بهذه السرعة ؟ سؤال حير الرأي العام التونسي عقب الواقعة و لم يجد له من مجيب الى حين صدور بيان توضيحي للحادثة من طرف الادارة العامة للديوانة التونسية صرحت من خلاله أن مصالح الحرس الديواني تحصلت على معلومات حول تواجد سيارة محملة بكمية كبيرة من السجائر المهربة فتّمت توجيه دورية على عين المكان أين تمّ ضبط السيارة المشبوهة وسائقها وتمت مباشرة اجراءات حجزها، إلا أن مجموعة كبيرة من المهربين تجمهرت على عين المكان واعتدت على الدورية بالعنف .

فالسؤال المطروح الان هل تعتبر هذه الرواية الرسمية للادارة مقنعة و على ضوئها يمكن ان تنتفي المسؤولية الجزائية للقائِل ؟ ام ان تدخل القوات الديوانية المتسببة في موت الضحية تشوبه العديد من الخروقات القانونية التي تستدعي المزيد من البحث و التحقيق ؟

ان القانون عدد 34 لسنة 2008 المؤرخ في 2 جوان 2008 يمنح الحق لاعوان الديوانة في حمل السلاح لممارسة وظائفهم ولكن هذا الحق جاء مقيدا و ليس مطلقا فقد نص الفصل 54 من هذا القانون على امكانية استعمال السلاح في الحالات التالية :

أولا " أ. إذا تعرضوا إلى تعنيف أو إلى اعتداء بدني أو إلى تهديد من قبل أشخاص مسلحين " : في خصوص هذه النقطة و بالرجوع الى تصريحات بعض الشهود العيان و بالتثبت في مقاطع الفيديو التي توثق الواقعة و التي تم نشرها على شبكة الانترنت نتبين ان العون الذي اطلق النار لم يتعرض الى اعتداء او تعنيف دفعه للقيام بذلك باعتبار انعدام الالتحام او الصدام الجسدي بينه و بين الضحية الذي كان جالسا داخل سيارته زمن تعرضه للطلق الناري من خارج العربة.

اما الحالة الثانية التي تخول لهم التدخل هي : " ب. إذا لم يتمكنوا من توقيف العربات والمراكب أو غيرها من وسائل النقل بطريقة أخرى في حالة عدم امتثال سائقها للأمر بالوقوف " وهذا الشرط كذلك غير متوفر في قضية الحال باعتبار انصياع الضحية للأمر بالوقوف طوعا و بصفة ارادية و في خصوص هذه النقطة تجدر الإشارة الى انه لا يختلف اثنان في ان زمان و مكان الحادثة لا يسمحان لأي شخص حتى بمجرد التفكير في الفرار عند التعرض لموقف مشابه ، و لنقرب الصورة اكثر للسادة الحضور الكرام ممن ليس لديهم فكرة عن التوقع الجغرافي لمكان الجريمة فيمكن ان نشير الى:

-أن الحادثة جرت بنهج ضيق في قلب العاصمة لا يمكن السير فيه بسرعة

-هذا المكان يقع على بعد بضعة امتار من محطة حافلات كبيرة تشهد ازدحام آلاف المسافرين و على مقربة 500 متر من مقر وزارة الداخلية

كما يشهد هذا المكان في توقيت الحادثة ذروة مرورية و اختناق شديد لحركة السير بالطرق نتيجة خروج الموظفين بعد انتهاء التوقيت الاداري و بالتالي فإن مسألة الفرار هي قطعا مستحيلة.

Oussama ZAGROUBA

ابوركاز آماساً ذاتسلاً

« La cigarette est nocive pour la santé ! »

« السجائر مضرّة بالصحة ! »

يقول الكاتب الشهير باولو كويلو في احد رواياته : " اذا تشابهت الايام فان الناس قد فقدوا القدرة على ادراك الاشياء الجميلة " ، فما اشبه اليوم بالبارحة و ما اشبه البارحة بشبهاتها من الايام الماضية ، مع بزوغ شمس كل يوم جديد تستفيق أم محسن على نفس الهاجس الذي يسكنها منذ فترة ، تستفيق على امل سماع صوت ذلك الشخص يطرق باب بيتها ، فلعلة يكون بهي الطلعة ، لعله يكون فلذة الكبد يقبل عليها بابتسامته المعهودة تبعث فيها الروح بعد ألمها على الواقع المرير و قسوة الظروف ، كيف لا تشناق لقائه وهو من احبته قبل ان تراه ، و هو من تخطب في احشائها تسعا قبل ان يرى النور ، فرنته يكبر امام انظارها و فيه يكبر حلم بلوغ المراد و القدرة على رسم ملامح حياة جديدة بان تعاش في مسقط الرأس منطقة القصرين ، منطقة ليس من السهل الحلم فيها نتيجة التهميش و النسيان

ولكن ككل يوم تعود ام محسن سريعا الى رشدتها مدركة بان ذلك الحلم لم يعد ممكنا فابنها محسن الزباني البالغ من العمر الثلاثة و عشرين ربيعا قد ارتقى الى الرفيق الاعلى ... و السبب الرئيسي في وفاته هو السجائر .

لا شك و لا اختلاف بان التدخين قد يسبب اضرارا جسيمة بصحة الانسان تؤدي احيانا الى الوفاة و لكن الغريب في الامر ان في تونس شبح الموت لا يلاحق مستهلكي السجائر فحسب بل يشمل كذلك بائعيها .

يوم 7 سبتمبر 2022 كان يوما ساخنا بالعاصمة التونسية ، ليس من حيث ارتفاع درجات الحرارة فحسب التي تجاوزت 35 درجة في ذلك اليوم و انما من حيث الاحداث التي شهدتها البلاد كذلك ، ففي منطقة الباساج و على مقربة 500 متر تقريبا من شارع الحبيب بورقيبة الشهير الذي يوجد به مقر وزارة الداخلية كان محسن الزباني حاملا على متن سيارته بضاعة متمثلة في جملة من علب السجائر كان ينقلها لمقهى تحت تصرفه بهدف بيعها فتمت مدامته من طرف الفرقة الديوانية للبحث و التحري في مصدر هذه الحمولة و امكانية ان تكون من قبيل البضائع المهربة .

الى حد هذه اللحظة فان الاجراءات المذكورة هي اعمال روتينية تقوم بها كل الفرق الديوانية و لا تستدعي الاستغراب و لكن نقطة التحول في قضية الحال تتمثل في ان هذا التدخل البديهي لمراقبة مصدر السلع قد انتهى ب وفاة الشاب محسن الزباني رميا

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم:

من الواضح في قضية الزميل المحامي معمر محمد سالم أنه بدلا من التركيز على دوره كمحامي، أخذ بجريرة ضابط شرطة من أجل إخفاء وقائع باتت واضحة للجميع. ومهما كان مآل قضيته، فإنه لا يمكن ضمان المحاكمة العادلة في ظل دولة القانون إلا إذا كان هناك احتراماً لحق الدفاع.

لقد تعلمنا في القانون المتضمن تنظيم مهنة المحاماة في موريتانيا في المادة الأولى منه أن: (المحاماة مهنة حرة مستقلة، تشارك السلطة القضائية في تحقيق العدالة وفي تأكيد سيادة القانون وفي كفالة الدفاع عن حقوق الأفراد وحررياتهم، ويمارسها المحامون دون سواهم في استقلال تام، ولا سلطان عليهم في ذلك إلا لضمائرهم وأحكام القانون).

وفي المادة 44 منه في فقرتها الثانية أنه: (لا يمكن أن يترتب على ما يبشره المحامي من إجراءات لصالح موكله أو ما يبدية من آراء أثناء ممارسته مهنته أو بمناسبتها أي دعوى ضده، وذلك دون الإخلال بما قد يترتب عليه وفقا لمسؤوليته المدنية).

يوم مثول الزميل المحامي معمر محمد سالم الجمعة 26 أغسطس 2022 أمام وكيل الجمهورية بولاية الحوض الغربي للاستماع هذا الأخير إلى أقواله حول وقائع مشمولة بالسر المهني ومحمية بحصانة الدفاع، إعتقد أنه محمي بالمواد 44 و 45 و 51 من القانون المتضمن تنظيم مهنة المحاماة، ليجد نفسه رهن الحراسة النظرية.

مؤسسة كان يزورها المحامي معمر محمد سالم لتخفيف على موكله وتدارس ملفاتهم فإذا به يجد نفسه يوما من الأيام من المقيمين فيها.

مضى عليه وهو تحت الحراسة النظرية عدة ساعات لدى فرقة من الدرك في مدينة لعيون بولاية الحوض الغربي.

المدة التي قضاها وهو تحت الحراسة النظرية كنا نحسبها نحن منتسبي الهيئة الوطنية للمحامين الموريتانيين بالثانية والدقيقة.

كيف لا، وهو المحامي الذي طالما صدحت جدران المحاكم بمرافعاته ودفاعه عن المظلومين.

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم:

لطالما عرفت موريتانيا فترة عصيبة على حق الدفاع، ففي سنة 1986 تم اعتقال المحامي محمدين ولد أشدو بسبب دفاعه عن موكل له، وفي سنة 1998 قرر النقيب إبراهيم ولد أبتي والحامية فاتماتا أمباي الانتماء لمنظمة تعنى بحقوق الإنسان، فتم اعتقالهما بسبب هذا الانتماء.

ومع بداية سنة 2004 وأثناء محاكمة صالح ولد حننة ورفاقه في واد الناقة، اعتقل المحامي سيدي محمد ولد محم من داخل القاعة بسبب تصريحات أدلى بها في مرافعاته دفاعا عن موكله.

أين نحن من المبادئ المقررة في البند 16 من المبادئ الأساسية بشأن دور المحامين التي اعتمدها مؤتمر الأمم المتحدة الثامن لمنع الجريمة ومعاملة المجرمين المنعقد في هافانا من 27 أغسطس إلى 7 سبتمبر 1990.

أم أن النصوص القانونية الدولية أفرغت من محتواها وأصبحت جوفاء.

Ahmed SIDENA

أحمد عبد الرحمن سيدن

« Le respect du droit à la défense est la garantie d'un procès équitable »

« احترام حق الدفاع ضمانات للمحاكمة العادلة »

بسم الله والصلاة والسلام على رسول الله

كتب المفكر الفرنسي الشهير فولتير قائلا: <<كنت أتمنى أن أكون محاميا، لأن المحاماة أجمل مهنة في العالم>>.

ويقول لويس الثاني عشر ملك فرنسا: <<لو لم أكن ملكا لفرنسا لوددت أن أكون محاميا>>.

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم:

العدالة لا تستقيم على قدم واحدة والمحامي هو القدم الأخرى والقول بغير ذلك يهدم ميزان العدالة ويقوضها، ودولة القانون لا تقوم إلا باحترام حقوق الإنسان وحرياته لاسيما حقه في محاكمة عادلة يتمتع فيها بجميع الضمانات القانونية.

بين هذا وذاك انتهكت حصانة المحامي؛ انتهكت حصانة المحامي بعد إشعار نقيب الهيئة الوطنية للمحامين الموريتانيين الأستاذ إبراهيم ولد أبتي باستدعاء الزميل المحامي معمر محمد سالم أحد المحامين الممارسين بمدينة لعيون بولاية الحوض الغربي من أجل استجوابه حول وقائع مشمولة بالسر المهني ومحمية بحصانة الدفاع، وذلك على خلفية طلبه إحالة وقائع جديدة لوكيل الجمهورية من أجل بحثها طبقا للمادة 72 من قانون الإجراءات الجنائية الموريتاني، وهي الوقائع التي ظهرت أمام قضاء التحقيق في إطار ملف متعلق بالقتل غيلة، وتعلق بتصريح أحد المتهمين بضلوع ضابط شرطة في جريمتي الرشوة وإخفاء المسروق المعاقب على ارتكابهما بالمواد 171 و 173 و 435 من القانون الجنائي الموريتاني والمادة 3 ومابعدا من قانون مكافحة الفساد.

يوم أسود على مهنة المحاماة في موريتانيا...

إجراء قضائي سيبقى محفورا في جبين العدالة الموريتانية مدى الدهر...

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم:

وفي النهاية لم تفت الفرصة على استعادة داني لكرامتها، لقد حان الوقت أكثر من ذي قبل لتوجيه رسالة إلى بعض الدول التي ترعى التسيب. لقد أزفت ساعة العدل. لنُعد إلى الأنسة داني حقها ولنساعد انتشاراً، بلدي مهد الإنسانية، على التخلص من بين الرواسب الاجتماعية المهيمنة و الحط من الإنسانية عبر التمييز على أساس الجنس.

شكرا على حسن متابعتكم.

العنصر المادي للاغتصاب يتجلى في الممارسة الجنسية العنيفة التي تعرضت لها الفتاة والعنصر المعنوي والنفسي للاغتصاب في هذه القضية يظهر بجلاء وحتى وإن كان من الصعب أحيانا إثبات عنصر النية فإنه بالنسبة للحالة التي بين أيدينا يجد المشكل حله في السلوك الذي انتهجه الضابط السامي اتجاه الفتاة وتحدثنا عنه في بداية هذه المرافعة (تقييد اليدين وربط الزراعين إلى جذع الشجرة) وزيادة على ذلك اعترف المعني بالأفعال من زاوية سريان مفعول الزواج الذي تم عقده مع والد الضحية.

فضلا عن التوصيف الجنائي، يشكل الاغتصاب مثالا ملموسا على العنف القائم على أساس النوع وعلى سبيل التذكير ما زال العنف القائم على أساس النوع يمثل إشكالية حادة في زمننا المعاصر لم تجد الردود المناسبة في الوقت الذي نترافع فيه الآن.

يتم تضافر بعض الجهود في جميع أنحاء العالم من أجل ترقية حقوق النساء والفتيات وذلك هو السبب في تطوير برامج الحماية والنوع بقيادة منظمات غير حكومية وجمعيات للدفاع عن حقوق الإنسان.

وفي نفس الديناميكية في ما يعني التعذيب فإن العنصر القانوني يرد في أحكام المادة 7 من العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية التي تنص على أنه: "لا يخضع أي إنسان للتعذيب ولا للعقوبات أو المعاملات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة"، والمادة 323 من الباب 5 من القانون الجنائي تشادي تضيف ما يلي:

يعاقب بالسجن من سنة إلى خمس سنوات وبغرامة تتراوح بين مائة ألف إلى خمسمائة أفرنك عندما يترتب على التعذيب إصابة الضحية إما بمرض أو عجز عن العمل لمدة تساوي أو تنقص عن ثلاثين يوما وإما آلام أو معاناة نفسية أو معنوية.

عند قراءة مضمون هذه الترتيبات فإن العناصر التي مكنت من توصيف فعل الجلال بأنه تعذيب هي:

- الآلام التي عانت منها داني أثناء اختطافها؛
- منعها من التغذية أثناء فترة حبسها خارج مدينة انجامينا؛
- رفض تقديم العلاج للضحية بعد الحادث؛
- الآلام التي عانت منها إثر الاغتصاب؛
- تقييدها مثل الحيوان المتوحش.

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين، إن الأفعال ثابتة وخطيرة لأن مرتكبها شخص كان من المنتظر أن يكون حاميا للسكان فهل هذا خلل في الدولة أو غياب لنظام قضائي سليم؟ لا يمكن استبعاد مسؤولية الدولة فقد تعرض القضاء لضربة قاضية على يد أشخاص يعتبرون أنفسهم فوق القانون وقد تكون هذه الحالة مثالا على ذلك لأن الضابط طليق يتنقل بحرية دون أية مضابطة.

ثانياً ،إن خطورة الأفعال التي تم سردها تفسر الطبيعة الجنائية لهذه القضية وترتب على ذلك رفع القضية أمام النيابة العامة ثم فتح البحث القضائي غير المجدي.

على العموم تشكل حالات انتهاك حقوق الإنسان أفعالاً جنائية عندما تلحق الأفعال المرتكبة ضرراً جسيماً أو معنوياً بالضحية وفي الحالة التي بين أيدينا لا مجال للشك في المسؤولية الجنائية لهذا الضابط السامي ما دامت العناصر التقليدية المشكلة للجريمة قد اجتمعت.

يتعلق الأمر أساساً بالعنصر القانوني والعنصر المادي والعنصر المعنوي أو النفسي، انطلاقاً من ذلك فإن الجرائم التي تسترعي اهتمامنا بوجه خاص هي الاختطاف والتعذيب والمعاملة للإنسانية والمهينة وعذاب الاغتصاب المرتكب على شخص الفتاة داني.

في البداية في ما يعني الاغتصاب يجب أن نوضح أن العنصر القانوني في هذه الجريمة تناولته المادة 349 من القانون الجنائي اتشادي حيث نصت: "يشكل اغتصاباً ويعاقب بثمان (8) إلى خمس عشرة (15) سنة، كل فعل إيلاج جنسي مهما كانت طبيعته يرتكب على شخص الغير بواسطة العنف أو الإكراه أو التهديد أو المباغنة. على ضوء هذا التعريف، يتضح لنا أن الفتاة داني لم تمارس العلاقة الجنسية بإرادتها، فقد كانت مقيدة وذراعها مبروطين إلى جذع شجرة مثل الحيوان المفترس قبل أن تتعرض للممارسة الجنسية العنيفة المتكررة في مشهد بالغ البشاعة واللاإنسانية؛

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين، كيف لرجل سويّ بلغ السبعين وينتظر منه التحلي بالفضائل أن يترك نفسه فريسة لنزواته؟ وماذا كان الهدف المنشود؟ كيف لضابط سام من الجيش يتحمل المهمة النبيلة لحماية الأشخاص وممتلكاتهم أن يرتكب مثل هذا العار؟ هل كان في حالة سكر قد طالت لدرجة أثلفت قدراته العقلية؟ ألم يقل الفيلسوف كانت في حكمته إنه يجب قبل كل فعل أن نطرح السؤال لنعرف ماذا سيحصل لو قام الجميع بمثل هذا الفعل؟ حكمة الفيلسوف كانت تريد أن تبين أنه قبل ارتكاب الفعل من المهم القيام بتحليل موضوعي لجميع تبعاته الإيجابية والسلبية.

إن داني فتاة فاضلة مفعمة بالإمكانات محبوبة في قريتها بسبب أخلاقها واستعدادها لمساعدة الآخرين حيث تقدم خدمات جُلاً لمجتمعها خاصة في المناسبات الكبرى ولذلك طوفت سمعتها جميع نواحي البلاد حتى وصلت إلى مسامع جلالها. إن المصير النحس الذي حطمها قد ترتبت عليه نتائج لا يمكن إحصاؤها في نفس الوقت على صحتها الجسمية العقلية (عاهة عقلية وجسمية وتشنيع) وعلى ذويها (الأم والإخوة الصغار وأقاربها وجيرانها الذين أصبحوا مدهولين تماماً) إن الأضرار التي تعرضت لها الفتاة هي أضرار جسمية ومادية ونفسية.

في المقابل مرتكب هذه الجريمة الشنعاء لا يستحق أية مكانة في المجتمع حتى وإن كان لكل إنسان ثمن فإن مجرد وجوده طليقاً يشكل رافداً خارجياً للجريمة (فكرة الانتقام تبرز كلما شوهد).

الرضا"؛ ويترتب على ذلك أن نقطة الانطلاق لكل مشروع زواج تركز على كلمة "الرضا" بمعنى القبول الذي يعبر عنه كل واحد من طرفي الزواج.

لذلك، السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين، فإن حالة الفتاة داني تشكل انتهاكا خطيرا لحقوق الإنسان لأنها تسد الضربة القاضية على شرط لا غنى عنه في الزواج. وبالفعل، بدلا من طلب رضا الفتاة تم الاكتفاء بموافقة والدها ويشهد ذلك بوضوح على غياب الرضا المطلوب في العلاقات القانونية وكما أعلن سابقا، فإن الزواج يقتضي الموافقة المتبادلة للشخصين المقبلين على الزواج من أجل العيش معا ويتم التعبير عن هذا القبول علنا في صيغة "نعم" عندما تتم إجراءات الزواج، أمام ضابط الحالة المدنية أو أمام الهيئات التقليدية أو الدينية. وبالتالي فإن غياب الرضا يترتب عليه بطلان الزواج.

إلا أنه يتعين على المستوى الوطني التخفيف من حدة هذا التصور لأننا نشاهد في الغالب تنظيم زيجات على الطريقة التقليدية أو الدينية تبعا للقواعد الخاصة بذلك وهو ما يشكل حدا لا يستهان به من مبدأ الزواج المدني المنصوص عليه. وبالفعل فإن بعض الثقافات والأديان في اتشاد لم تجعل من رضى الفتاة شرطا مسبقا لعقد الزواج ولا أهمية للأسباب، إذ يعتبرون أن موافقة الوالدين وفي بعض الأحيان أحدهما تكفي وحدها.

إن صوت المرأة لا يسمع في هذه المجتمعات فضلا عن رضاها الذي لا يترتب عليه أي أثر، فإن الفتاة التي تقدم للزواج في زهرة العمر، أي قبل بلوغ سن الرشد (18 سنة كاملة) وكل محاولة للرفض يترتب عليها التهديد أو الطرد أو النبذ فحسب التقاليد، الفتاة التي لم تتزوج في الوقت المحدد تُلطخ سمعة أسرته. تقود هذه الممارسة إلى التساؤل حول مبدأ العلمانية الذي دعت إليه المادة الأولى من دستور اتشاد الصادر بتاريخ 04 مايو 2018 والتي اعتمدها ميثاق الفترة الانتقالية.

طبعاً يجب أن نفهم أن المقصود بالعلمانية هو الفصل بين الدولة والدين إلا أنه تجب الإشارة إلى أن هذا الفصل يبقى نظريا لأن الممارسات التقليدية والدينية تَعْلُو في بعض المجتمعات على القانون وحتى على المعاهدات الدولية التي صادقت عليها الدولة.

السيد الرئيس، السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين، هل تعرفون لماذا ألحت كل هذه الترتيبات على تأكيد الطابع الحر والتوافقي للزواج؟ لا نلزمكم بإعطاء الجواب لأنكم تعرفون الموضوع أكثر منا. إلا أننا نعتبر حسب رأينا أن هذا السؤال ليس عرضيا لأن جذوره تعود بالفعل إلى غابر الأزمان والكتب الدينية القديمة خاصة سفر التكوين الذي ورد فيه: "أن الرجل سترك أمه وأباه ويرتبط بزوجه ويصبح الاثنان جسدا واحدا" (انظر التكوين 2، 24)، جسدا واحدا، لماذا؟ من أجل أفراح الحياة؟ أم من أجل أتراحها؟

جسداً واحداً بفضل الإرادة المشتركة للشخصين المقبلين على الزواج، ذلك هو ما يفسر الطابع المقدس للزواج ولكن حين يخلو الزواج من الإرادة، ماذا تكون النتائج؟ طبعاً تقدم لنا حالة الفتاة داني مزيداً من التفاصيل المزعجة.

جنونية وبما أن البلاء ينادي بعضه بعضا وقعت السيارة في حادث مفاجئ تعرضت خلاله الفتاة لعدة كدمات. ورغم كل ذلك لم يذهبوا بها إلى المستشفى بل احتفظ بها خاطفوها دون رحمة واتجهوا بها إلى انجمينا العاصمة الواقعة على بعد 1000 كلم من مسقط رأس الفتاة. ولتفادي اتصالها بالخارج تم نقل الفتاة لاحقا في الليل خارج المدينة وطيلة مقامها الرهيب كانت مقيدة وذراعاها حول جذع شجرة ليغتصبها الضابط السامي كما يحلو له.

السيد الرئيس،السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين،من المهم أن نلاحظ أنه بعد ذلك بسبعة أيام وبالتحديد ليلة 11 مارس 2021 تم نقل الضحية ورميها على مسافة قريبة من منزل خالها المقيم في انجمينا. وفي يوم 15 مارس 2021 تلقت النيابة في الهيئة القضائية في انجمينا شكوى حول القضية وأحالتها إلى المديرية الوطنية للأبحاث القضائية بناء على أحكام المادة 13 من مدونة الإجراءات القضائية التي تنص على أن "الجرائم تلاحظ في محاضر لأعضاء الشرطة القضائية طبقا لأحكام المادة 243 من هذه المدونة".

مع الأسف لم يكلف قاضي التحقيق الذي مسك الملف ،نفسه عناء وضع الضابط المتهم تحت الحجز التحفظي وهي وضعية تعرض الضحية لضرر جلادها الذي يتبجح بقوته. تبرز ممّا سبق أسئلة عديدة:

هل كان رضى الفتاة داني ضروريا لهذا الزواج؟ وبخلاف ذلك هل يتعلق الأمر بزواج قسري أو على الأقل حالة عنف على أساس النوع؟

أولا من المناسب أن نشير إلى أن هذه القضية تظهر في جانبها طرفا مدنيا لأنها تبرز غياب الموافقة على الزواج. حسب قاموس المصطلحات القانونية، الزواج بالمعنى التقليدي هو رابطة شرعية بين الرجل والمرأة ناتجة عن تصريح في شكل علني أمام ضابط الحالة المدنية الذي تلقى قبل ذلك موافقة الطرفين المقبلين على الزواج من أجل تشكيل أسرة وتبادل المساعدة من أجل العيش معا (قاموس المصطلحات القانونية، الدوز، الطبعة 21، الصفحة 523). من المناسب على ضوء هذا التعريف التأكيد على عدم إمكانية إبرام الزواج قبل تحقق الشروط الضرورية لذلك وهي الأهلية ورضى الشخصين المقبلين على الزواج. ولكي يكون قبول الزواج صحيحا يجب، فضلا عن كون قراره حرا، أن يكون عن بينة ووعي. كما أن الطابع التوافقي للزواج مضبوط ليس فقط في التشريعات الدولية وإنما أيضا من خلال التشريعات الوطنية.

على الصعيد الدولي تسترعي انتباهنا آليتان قانونيتان هما الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر بتاريخ 10 ديسمبر 1948 الذي يؤكد في مادته 16 ما مضمونه: "لا يمكن عقد الزواج إلا مع الحرية والرضا الكامل للشخصين المقبلين على الزواج"؛ والعهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية في سنة 1966 الذي يضيف في مادته 23: "لا يمكن عقد أي زواج دون الحرية والموافقة الكاملة للطرفين المقبلين على الزواج".

على المستوى الوطني، أي في اتشاد، ضبطت المادة 146 من المدونة المدنية لسنة 1958 حدود المسألة حين نصت بشكل لا لبس فيه أنه: "لا يحصل الزواج في غياب

Nanadjingue FREDERIC

افريدريك ناناجينغ

« Entre pesanteurs sociales dégradantes et sexisme déshumanisant »

« بين الرواسب الاجتماعية المهينة و الحط من الإنسانية عبر التمييز على أساس الجنس »

السيد الرئيس،

السادة أعضاء لجنة التحكيم الموقرين،

أنا إفريقي لأنني قادم من بلدي اتشاد، بلد يوصف بصاحب الوضعية الخاصة بالنظر إلى حالته الاجتماعية والسياسية الراهنة، بمعنى أنها أوضاع عادية ولكنها تصبح أكثر خروجاً عن المألوف بالنظر إلى انتهاكات حقوق الإنسان السائدة في هذا البلد.

فلتسمحوا لي بأن أخبركم بأن اتشاد يقع في قلب إفريقيا ويعتبر منذ سنة 2001 مهداً للإنسانية بعد نتائج بحوث بعثة علم الإحاثة الفرنسية الإيطالية بقيادة الأستاذ البارز ميشل ابرونت من جامعة ابواتي/فرنسا. بعبارة أخرى ولدت الإنسانية في هذا البلد وهو ما يزيد من خصوصيته. ومن سوء الحظ أنه في هذا البلد أيضاً نشاهد بين الفينة والأخرى امتهان هذه الإنسانية. بصراحة أود أن أعرض أمامكم حالات لانتهاك حقوق الإنسان متكررة ومستمرة والأسوأ أن استمرار الإفلات من العقاب يشجعها.

السيد رئيس لجنة التحكيم، اسمحوا لي مرة أخرى بأن أشير إلى أنه حسب بعض التقاليد في بلدي تلبس النساء والفتيات فساتين من أجل السر ولأغراض الجمال. إلا أن هذا الفستان الأسود الذي ألبسه أي "توجتي"، استخدمه كفتاة لفصح حالات الظلم.

وبالفعل خلال شهر مارس 2021 في قرية تقع في مقاطعة انجاماراس، إقليم الندي الشرقي كانت فتاة تسمى أس داني في العشرين من العمر تعيش حياة رتيبة مع أمها المطلقة من والدها منذ ست عشرة سنة خلت؛ غادر ضابط سام من الجيش التشادي انجامينا العاصمة ليصل إلى السيدة جمعة والدة الفتاة المذكورة لهدف وحيد هو أخذ الفتاة بذريعة أن والدها أبرم زواجه معها. لم تكن الفتاة مستعدة لتحمل أمور البيت مع شخص مجهول لا تعرف عنه شيئاً. وبطبيعة الحال رفضت أن تذهب مع الزوج المزعوم المجهول بالنسبة لها تماماً ما دام رضاها لم يُطلب مسبقاً.

فجأة، يوم 4 مارس 2021 عندما كانت الفتاة داني مريضة في طريقها إلى المستشفى لتلقي العلاجات، تم اختطافها بالقوة ووضعها في سيارة من طرف عناصر تابعين لهذا الضابط السامي لتذهب في وجهة مجهولة. وفي هذا الأثناء شعرت الأم جمعة بالقلق وتساءلت عن الحالة الصحية لابنتها. كان الجلال وأعوانه أثناء السفر يسيرون بسرعة

نعم، فقدت القضية الفلسطينية باغتيال شيرين شاهدة صحفية ناقلة للحقيقة، ولكن للقضية شهود في كل شبر ثم أن شيرين لوحدها باتت اليوم قضية.. نعم اغتالوا شيرين جسداً ولن نكف يوماً عن النضال من أجل ملاحقة قتلها ومحاسبتهم في كل مكان في العالم، لكن لم يغتالوا شيرين صوتاً وصورة ورمزاً.. لم ولن يغتالوا الحقيقة.. وأختم مرافعتي بخاتمتها التي ستبقى حية في أذاننا أبد الدهر: شيرين أبو عاقلة من القدس المحتلة.. شيرين أبو عاقلة من رام الله.. شيرين أبو عاقلة من حاجر قلنديا.. إنها شيرين أبو عاقلة صوت الحقيقة الذي لا يُغتال!

إن الإفلات الدائم من المساءلة هو الذي جعل هذا الاحتلال يواصل جرائمه دون خشية من حساب أو عقاب.. تؤكد الحقيقة الجنائية أن عدم معاقبة المجرم ما بما يؤدي لعدم الزجر والردع سيجعله يواصل إجرامه، فما بالك إن كان من يمارس الانتهاكات والجرائم دولة؟ لقد أثبتت حقيقة عدم معاقبة الكيان الصهيوني منذ نشأته أنه اتخذ من ارتكاب الانتهاكات وخرق القوانين والاتفاقيات الدولية منهجاً وسياسة

لا أوجه الاتهام فقط إلى دولة الاحتلال الإسرائيلي.. من هذا المنبر، إنني أوجه الاتهام أيضاً لما يسمى المجتمع الدولي.. أوجه الاتهام لمن يبرر.. لمن لا يدين.. لمن يدين لكنه يحمي المجرم من المساءلة.. أوجه الاتهام لمن يحدد موقفه بحسب اسم الضحية وبحسب اسم المجرم.. لكل هؤلاء أوجه اتهامي في اغتيال شيرين وفي إفلات قاتلها من العقاب

يجب أن نعترف أن هذا المجتمع الدولي شريك في الجريمة.. شريك بالصمت أحياناً وشريك بالتواطى أحياناً أخرى.. كم جريمة في أرض فلسطين منذ عقود مرّت دون عقاب؟ كم خرق لقوانين واتفاقيات دولية مرّت دون حساب؟ كم صحفي أُغتيل قبل شيرين برصاص الاحتلال وكان إفلات القاتل من العقاب محفزاً له ليرتكب المزيد من الجرائم؟ هل تعلمون أنه بعد 3 أسابيع فقط من اغتيال شيرين، كرز المحتل جريمته واغتال صحفية أخرى هي غفران هارون حامد الرواسنة عند مدخل مخيم العروب شمال الخليل؟

إن استمرار عدم إحالة المسؤولين عن انتهاكات حقوق الإنسان في فلسطين المحتلة على القضاء الدولي ومحاسبتهم يؤدي إلى استمرار دوامة الانتهاكات التي لا تكفّ يوماً وبالتالي لا بدّ من وضع حدّ لها إحقاقاً لقيمة الإنصاف والعدل.. ولا تقتصر مشكلة الإفلات من العقاب على عدم محاسبة المسؤولين عن الانتهاكات التي يقع ضحيتها الصحفيون، بل تمتدّ إلى تقييد حرية التعبير بما يحرم المجتمع المحلي وأيضاً الدولي من إسهامات الصحفيين وبالخصوص نقل المعلومة وهو ما يعني وبالضرورة وبالتبعية ضرب حرية الصحافة.. وإن ظاهرة الإفلات من العقاب تبادت بخصوص الضحايا الصحفيين إلى درجة إقرار يوم 2 أكتوبر يوماً عالمياً لإنهاء إفلات المجرمين من العقاب عن جرائمهم المُرتكبة ضد الصحفيين

إن محاسبة المسؤولين عن قتل شيرين أبو عاقلة، من أمر ومن نفذ ومن منع التحقيق ومن يحمي الفاعلين الرئيسيين والشركاء هو حقّ وضرورة ملحة، اليوم أكثر من أي وقت مضى، لتحقيق الردع ومنع تكرار الانتهاكات والاغتيالات.. إن مكافحة الإفلات عن العقاب لا يجب أن تظلّ مجرد ردة فعل على حادثة اغتيال معينة بل يجب أن تتحوّل إلى أسلوب نصالي قارّ بما تتضمنه من آليات وخطط وذلك إلى غاية تحقيق العدل عبر مساءلة كل منتهك.. إن القوانين والاتفاقيات الدولية ما صدرت إلا لتطبّق، أليس كذلك؟ لأن الشكّ حال أمام غلبة لا تكفّ وجرح لا يندمل.

مارست شيرين مهنة الصحافة شاهدة على جرائم الاحتلال الإسرائيلي.. وظلّت شاهدة آخر رمق في حياتها بل لآخر اللحظات قبل مواراتها الثرى بعد تعرّض جنازتها للاعتداء عن وحشية هذا القاتل الذي لا يخجل

- بل سبق وأدان قرار مجلس الأمن عدد 1738 سنة 2006 الهجمات المتعمدة ضد الصحفيين وموظفي وسائل الإعلام والأفراد المرتبطين بهم أثناء النزاعات المسلحة.. ويقدم الأمين العام للأمم المتحدة تقريراً سنوياً إلى الجمعية العامة بشأن تنفيذ هذا القرار .

تثبت مسؤولية دولة الاحتلال عن اغتيال شيرين، بالخصوص، بموجب المادة الثالثة من الاتفاقية الخاصة باحترام قوانين وأعراف الحرب البرية سنة 1949 التي تنص على أن الطرف المتحارب هو طرف مسؤول عن جميع الأعمال التي يرتكبها أشخاص ينتمون إلى قواته المسلحة.. كما تنص المادة 91 من البروتوكول الإضافي الأول لاتفاقيات جنيف لعام 1977 على أن طرف النزاع الذي ينتهك أحكام الاتفاقيات هو مسؤول عن كافة الأعمال التي يقترفها الأشخاص الذين يشكلون جزءاً من قواته المسلحة.. كما لا يحق للقاتل أن يتحلل من المسؤولية الجزائية الدولية بحجة تنفيذ الأوامر إذ تؤكد مبادئ القانون الدولي أن المسؤولية الجنائية تثبت في مواجهة الفرد ولا يمكنه التذرع بتلقي أوامر عليا لتبرير القتل بالخصوص

هذه الصكوك المذكورة هي بعض من صكوك ليست، في الأصل، إلا نصوص إحالة لقتلة شيرين على القضاء الدولي.. ونحن بالخصوص أمام جريمة حرب.. إذ تعدّ الجرائم الموجهة ضد الصحفيين جرائم حرب لأنها تستهدف المدنيين ويخضع مرتكبها لولاية المحكمة الجنائية الدولية المؤسسة بناءً على اتفاقية روما.. ففيما يتعلق بالمراسلين الحربيين، أو عموماً الصحفيين العاملين في مناطق النزاع أو الأراضي المحتلة، التي تطبق فيها قواعد القانون الدولي الإنساني، فإن استهدافهم بالقتل أو الاعتداء العمدي عليهم جسدياً يعد جريمة حرب طبقاً للمادة 8 من ميثاق المحكمة

رغم عدم انضمام إسرائيل إلى المحكمة الجنائية، فإن قبول عضوية فلسطين في الأول من أبريل 2015 يجعل لها ولاية جنائية على الأراضي الفلسطينية، وهو ما أكدته المحكمة في 5 فيفري 2021 بخصوص تمتعها بصلاحيات تجيز لها النظر في جرائم الحرب بالأراضي المحتلة.. ولذلك إن المحكمة الجنائية، الآن في قضية شيرين، أمام اختبار إحقاق العدل بدل الظلم، إعلاء الحق بدل الباطل

تتوّفّر الحماية القانونية للصحفيين في الأحد الأدنى عبر عدد من الصكوك الدولية كنت قد أشرت لأهمها.. وربما من الحريّ تعزيزها عبر إبرام معاهدة دولية خاصة بحماية الصحفيين في النزاعات المسلحة.. ولكن، في الواقع، لسنا بحاجة لمزيد من التشريعات بقدر الحاجة لتطبيق القانون لإنصاف الضحية وضمان عدم تكرار الانتهاكات وذلك أمام معضلة الإفلات من العقاب

إن حقيقة إفلات الاحتلال الإسرائيلي من العقاب هي التي قتلت شيرين.. بعد نحو 4 أشهر على الاغتيال، لم تخجل النيابة العسكرية في دولة الاحتلال بإعلان أنها تجد أي مخالفة تستدعي فتح تحقيق جنائي مؤكدة عدم التحقيق مع الجندي الذي يُحتمل أنه أطلق النار على شيرين وقتلها.. هي حالة من الإمعان من التنصّل من المسؤولية وعدم الخشية من أي تبعات قانونية

جيش دون شرف يحتل أرضاً منذ ما يزيد عن 70 عاماً وشرّد شعباً أبياً قاوم ولا يزال يقاوم.. والضحية مراسلة صحفية، يعلم قاتلها من هي ويعلم أكثر أثر صوتها وصورتها في كشف الحقيقة.. اغتيال شيرين هو محاولة اغتيال للحقيقة، ولكن أنّ للمجرم أن يحجب الشمس؟

اغتيال شيرين هو جريمة جديدة ومكتملة الأركان تُضاف لقائمة الجرائم الإسرائيلية وبالخصوص منها الجرائم الممنهجة لاستهداف الصحفيين.. اغتيال الاحتلال نحو 60 صحفياً فلسطينياً منذ عام 2000.. وهو يستهدف الصحفيين بالاغتيالات والاعتقالات والتهديدات والترهيب وكل أشكال الانتهاكات سعياً لاستهداف الحقيقة.. وقد كانت شيرين نبراساً لحقيقة موضوعية وكاملة وغير متجزئة تعكس الصورة وتنقل الحدث حتى أصبحت هي الحدث

شيرين ليس مجرد صحفية هي ذاكرة جيل وجزء ثابت من مشهد تمثلنا منذ صغرنا لفلسطين.. مديون لها أنها كانت عيننا على أرضنا المحتلة.. قاومت من أجل قضيتنا وسلاحها المصدق وصوتها.. نستذكر جيداً تغطيتها لأحداث حي الشيخ الجراح وما كانت تواجهه من جنود الاحتلال من مضايقات مع زملائها من الصحفيين المرابطين وقد كانوا يفضحون وقتها للعالم معنى أن يكون الاحتلال غاصبا للأرض فعلاً ميدانياً لا قولاً مجرداً

ترتبط حرية الصحافة وحماية الصحفيين جوهرياً بحرية الرأي والتعبير والتي تشمل، بحسب المادة 19 من الميثاق العالمي لحقوق الإنسان، "التماس الأنباء والأفكار وتلقيها ونقلها إلى الآخرين بأيّة وسيلة ودونما اعتبار للحدود".. وبالتالي إن استهداف الصحفيين ليس استهدافاً فقط لحرية الصحافة بل أيضاً لحرية التعبير.. ليست الاعتداءات ضد الصحفيين إلا تقيد مباشر لحق الفرد في تلقي المعلومة ومعرفة الحقيقة.. والحق في معرفة الحقيقة هو حق مستقل قائم الذات في مواجهة حملات التزييف والتحريف من دولة الاحتلال

لقد أجمع الاحتلال الإسرائيلي باغتيال شيرين أبو عاقلة في جرائمه ضارباً عرض الحائط القوانين والمواثيق الدولية وفي مقدمتها تلك التي تحمي الصحفيين:

- تنص المادة 79 من البروتوكول الإضافي الملحق باتفاقية جنيف 1949 لحماية المدنيين بالنزاعات العسكرية أن الصحفيين المدنيين الذين يؤدون مهماتهم في مناطق النزاعات المسلحة يجب احترامهم ومعاملتهم كمدنيين، وحمايتهم من كل شكل من أشكال الهجوم المتعمد.

- أكدت المادة 34 من الفصل 10 من دراسة للجنة الدولية للصليب الأحمر عن القواعد العرفية للقانون الدولي الإنساني أنه "يجب احترام وحماية الصحفيين المدنيين العاملين في مهام مهنية بمناطق نزاع مسلح ما داموا لا يقومون بجهود مباشرة في الأعمال العدائية".

- أكدت الجمعية العامة للأمم المتحدة بقرارها عدد 68/163 في 18 ديسمبر 2013 ضرورة توفير الحماية للصحفيين لتحقيق سلامتهم.

Karim MAZOURKI

كريم المرزوقي شيرين أبو عاقلة

« Shireen Abu Akleh... »

Une voix qui ne peut être assassinée ! »

« شيرين أبو عاقلة.. اغتيال صوت لا يُغتال »

في أرض فلسطين زهرة هي عين الحقيقة ماثلة
في القلب مقاومة وفي البطاقة مكتوب مُراسلة
كلما أكرم المحتلّ وجدها صوبه للصورة ناقلة
سلاحه قتل وسلاحها مصدح كل يوم بينهما مقابلة
أنهكته بصوت ملائكي تنقل الأحداث المتداولة
أمعن المحتلّ في جرمه حتى ظنّ دولته غير زائلة
فقرّر أن يقتل الزهرة ليضيف شهيدة للواقعة
لقد اغتالوها.. لقد اغتالوا شيرين أبو عاقلة

إن بعض القهر يدفع المحامي ليحاول شعراً.. وإن بعض الضيم يجعل المحامي بركائناً
جممه مرافعة.

في فجر يوم 11 ماي 2022، حاول جيش الاحتلال الإسرائيلي اقتحام مخيم جنين، أحد
عناوين مظلمة القرن، وكذا أحد عناوين المقاومة.. رنّ الهاتف، حملت الشهيدة سترتها
الصحفية ومصدقها، وتوجهت لميدان المواجهة كما اعتادت منذ سنين أن تنقل الصورة
وتكشف الحقيقة.. الحقيقة التي تزج المحتلّ لأنها تعرّيه وتفضح جرائمه للعالم.. الحقيقة
التي طالما سعى لإخفائها وإخراستها.. الحقيقة التي قرّر المحتلّ القاتل أن يغتال أحد
رموزها في أرض فلسطين.. أن يغتال صحفية مجتهدة مؤمنة برسالة الصحافة.. أن يغتال
شيرين أبو عاقلة

انطلقت رصاصة من سلاح قناص واستقرّت في أعلى عنق شيرين، ولا غرو أنه قتل
متعمّد: إصابة في مقتل في الجزء الفاصل بين السترة الواقية والخوذة الصحفية، ومن
مسافة قريبة لا تزيد عن 180 متراً.. ثم استمرت قوات الاحتلال بإطلاق النار باتجاه كل
من كان يحاول إنجادها ومنعت وصول سيارات الإسعاف.. ومع معاينة 4 رصاصات
في الشجرة المحاذية للشهيدة لحظة اغتيالها، فالتاب إذاً أن إطلاق النار كان مركزاً لهدف
دقيق: هو اغتيال، هي جريمة دولة

القاتل معلوم والضحية معلومة.. القاتل هو قناص لا نعلم اسمه ولكن نعلم جرمه، من

البند الأساسي للمسطرة الجنائية وكيف يمكن الحديث عن العدل عندما يكون الدفاع مهددا وكيف يمكن الحديث عن احترام المسطرة عندما يتم الاستهزاء بحق الدفاع؟

ربما حان الوقت لنقدم للرأي العام في هايتي قرارا للقضاء يحترم قواعد هذه السلطة. فمن الجوهري أن يفهم هذا الرأي العام أن الحكم بالعدل يتجاوز مجرد المشاعر و/أو الضغينة التي يمكن أن يظهرها أحد المشتبهين. إن قرار القضاء مهما بدا جائرا يجب أن يصدر ضمن احترام قواعد القانون. فالحكم بالعدل هو ممارسة السلطة القضائية ضمن الاعتراف بحقوق الأشخاص واحترام مبادئ المحاكمة العادلة والنزاهة وأخلاقيات المهنة.

وقانون هايتي واضح بما فيه الكفاية في كل ما يتعلق بإجراءات توقيف وحبس أحد الأفراد وهو أيضا واضح جدا في ما يتعلق بالحالات التي تشمل أحد المحامين. مع كل ما يجري في هذا البلد لا يمكن بل ولا يجب أن نسمح بتهديد الحرية الفردية والعمل ضد مساطرنا القضائية فذلك لن يترتب عليه سوى تهديد الحقوق الأساسية لكل فرد يعيش على هذه الـ 27.750 كلم مربع ولن يؤدي ذلك سوى إلى إخفاق نضالنا، نعم هذا النضال الذي نخوضه جميعا من أجل قيام دولة القانون، وسيجتث ذلك بنفس المناسبة براعم الديمقراطية التي نحاول استنباتها في هذا البلد.

إن المحامي هو آخر الدفاعات ضد التعسف ولا يمكن بحال من الأحوال أن نقبل أن يصبح ضحية لذلك التعسف. وذلك بالتحديد بالاعتماد على رمزية هذا التوقيف. إننا لا يمكن أن نرضى بالاستهزاء بالمساطر الإجرائية التي حددها الدستور والاتفاقيات الدولية المعمول بها في هايتي وتشريع هايتي. لننطق بالحكم في صالح إطلاق سراح الأستاذ اببير لويس وسيكون ذلك عين القانون. أشكركم.

في ملف بوردي، الأستاذ روبينسون بيير لويس وجد نفسه رهن الحراسة النظرية وهو محامي وعضو في تجمع المحامين في بورت أو ابرينس والأمين العام لسلوك المحامين في نفس التجمع والأمين العام لفدرالية تجمعات المحامين في هايتي. فاشتعلت شبكات التواصل الاجتماعي وانقسم الرأي العام فبعضهم شكك في أخلاقه ونزاهته ووطنيته وفي خضم الارتباك الذي أصاب الجميع، وكالعادة اعتبر الرأي العام، الدهماء، الذي لا يميز بين الإجراءات التي يتعين اتباعها أنه متورط بالتأكد.

ومع ذلك ينتهك هذا التوقيف جملة من القوانين المعمول بها في هايتي كما يخرق دستور هايتي الصادر سنة 1987 والمعدل بالقانون الدستوري الصادر بتاريخ مايو 2011 في مواد 24، 24.1 و 24.2 ويخرق القانون الصادر بتاريخ 29 نوفمبر 1994 المتضمن إنشاء وتنظيم وسير عمل الشرطة الوطنية في هايتي خاصة المادتين 30 و 31.

ويخالف هذا التوقيف النصوص التالية:

- الاتفاقية الأمريكية المتعلقة بحقوق الإنسان بتاريخ 22 نوفمبر 1969 التي صادقت عليها هايتي بتاريخ 20 أغسطس 1979 في موادها 7.1 و 7.2 و 7.3؛

- العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية بتاريخ 16 ديسمبر 1966 الذي صادقت عليه هايتي بتاريخ 6 فبراير 1991، في مادته 9.1؛

- مدونة التحقيق الجنائي في هايتي وخاصة أحكام المادة 30 ونصها: "في حالة التلبس، فإن مفوض الحكومة، وليس الشرطة الوطنية لهايتي، يوقف المشتبهين الحاضرين الذين توجد ضدهم قرائن خطيرة وبعد استجوابهم يصدر في حقهم مذكرة إيداع. وإذا كان المشتبه غير حاضر فإن مفوض الحكومة يصدر أمرا بجلبه للحضور. هذا الأمر يسمى مذكرة جلب والإبلاغ وحده لا يشكل قرينة كافية لإصدار هذا الأمر في حق فرد مقيم".

إن التوقيف التعسفي لمحامٍ أثناء ممارسة الدفاع عن موكله وهو فضلا عن ذلك أحد الممثلين لتجمع المحامين في البلد، يشكل ضربة قاضية ليس فقط على المهنة ومستقبلها ولكن أيضا على حق الدفاع. لقد تم توقيف بيير لويس في خرق تام للمرسوم الصادر بتاريخ 29 مارس 1979 المنظم لممارسة مهنة المحاماة في هايتي والمبادئ الأساسية لدور تجمع المحامين التي اعتمدها منظمة الأمم المتحدة في هافانا سنة 1990 والنظام الأساسي لفدرالية تجمع المحامين في هايتي والمدونة الأخلاقية لمهنة المحاماة التي صادق عليها مجلس إدارة فدرالية تجمع المحامين في هايتي.

إن هذا الشطط في استخدام الحبس يقوض حقوق الدفاع لأحد الأفراد وهي الحقوق التي يجب احترامها بصفة أكثر تجسيدا وأكثر فعالية. إذا كان من واجب المحامي أن يدافع عن موكله فمن اللازم بالنسبة للدولة بصفة عامة والسلطة القضائية بصفة خاصة أن تضمن لأصحاب المهنة بأنه لن يتم الخلط بحال من الأحوال بين المحامي وموكله. إن الضمانات المرتبطة بممارسة المهنة هي شرط جوهري للممارسة الكاملة لحق الدفاع والموافقة على هذا التوقيف التعسفي تهدد مهنة بكاملها ما دام حق الدفاع يتجاوز مجرد قاعدة بل هو

التقاسم. لا يوجد ترف ولا فجور سيستقبلكم المزارعون في بلدنا ويقدمون لكم أفضل ما عندهم لأن تقاليدنا وثقافتنا تحت على حسن استقبال الزائر سواء كنتم من أبناء البلد أم لا أو من البلدة، من القرية أم لا. ستحظون بالاستقبال باللباقة وحسن المعاملة الذي نمتلك نحن أهل هايتي سره.

أما أنتم أعضاء لجنة التحكيم الآخرين، فقد تكونون لا تعرفون سوى هايتي الذي تتحدث عنه الصحافة. هايتي الذي يعاني الكوارث الطبيعية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية منذ أكثر من ثلاثة عقود. سمعتم بالتأكيد عن اغتيال رئيس فدرالية تجمع المحامين وعميد سلك المحامين في بورت أو ابرينس وعن اغتيال رئيس الجمهورية وعن اغتيال الصحفيين والعنف ضد السكان في الشوارع لأنهم تظاهروا تعبيراً عن رفضهم لتبديد أموال البترول وندرة المحروقات وشلل أربعة قطاعات بسبب العصابات المسلحة. ودون أية سابقة في تاريخ الديمقراطية وتراتب السلطات يحكم وزير أول بالمراسيم دون المرور ببرلمان في الوقت الذي تترنح فيه السلطة القضائية. وحتى إن مننت أنا أحب أن لا يكون كل هذا واقعا فإنه النصيب اليومي لكل أولئك الذين يعيشون على هذه الأرض.

رغم كل هذا، كثيرون نحن الذين ما زلنا نؤمن بالقليل من المؤسسات المتبقية لأننا ندرك في قرارة أنفسنا أن البلد لا يمكن ولا يجب أن يبقى هكذا. كثيرون هم أولئك الذين يريرون أن تكون لديهم القدرة على فهم سير القضاء والخط الفاصل بين الحق والعدل والأخلاق. عندما يتم عرض الحالات في وسائل الإعلام يلزم أن أقول لكم، سيداتي وسادتي أعضاء لجنة التحكيم، إنه منذ أكثر من عشر سنوات تتم معالجة الشؤون القانونية تبعاً لمزاج الرأي العام. فالحالات تعرض بإفراط في وسائل الإعلام لدرجة أن كل متهم يصبح تحت الأضواء الكاشفة مجرماً. ماذا قلت؟ مجرماً.

إنهم ويعيدون اختراع القانون منذ أكثر من عشر سنوات ويعيدون اختراع مفاهيم العدل. في هايتي يتم تداول الملفات على وسائل التواصل الاجتماعي وبإمكان الجميع أن يبدي رأيه. وليس في ذلك خطر كبير. إنما يأتي الخطر من كون السكان أصبحوا مروعين لدرجة أنهم يقبلون دون طرح أي سؤال كل مخالفة قضائية ولا أهمية لمن ارتكبها: الشرطة أو مفوض الحكومة أو القاضي. لماذا يطالب السكان بتقديم حسابات؟ أن يقطعوا رؤوس كل أولئك الذين ساهموا من قريب أو بعيد في محنة البلد، هذا هو المستوى المثالي للعدل الذي تقدمه لشعب جهل دهاليز القضاء وليس لديه أي اعتبار للحق في الدفاع وافتراض البراءة والحق في الحرية. الرأي العام يجد نفسه مع توقيف المحامي إبيير لويس في دوامة من التلاعب دون إمكانية فهم المقصود بكلمة القانون والحكم بالعدل. هذا الوضع مفع، فهو لا يقوض الحقوق والحريات الأساسية للفرد فحسب، إنه يندس قوة مؤسسية موازنة ما تزال قائمة لأننا لا يمكن أن نتجاهل تجاهل الثقل الرمزي لهذا الاعتقال

بما أن الأستاذ بيير لويس تلقى دعوة للحضور إلى مكتب الشؤون المالية والاقتصادية، فقد توجه إلى هذا المكتب غير مصحوب بمحاميه، فالأمر لا يعدو كونه مجرد دعوة، وبعد مواجهة بينه وبين مفوض الحكومة المتهم بمخالفة القانون بإطلاق سراح بعض المتهمين

Michel Sondernyse

ميشل سوندارنيز

« L'avocat, le dernier rempart contre l'arbitraire »

« المحامي آخر الدفاعات في مواجهة التعسف والوقائع »

تم توقيف الأستاذ المحامي روبينسون اببير لويس يوم 22 يوليو 2022 بسبب تورطه المزعم في إطلاق سراح كل من أفريتز جان رولوز و جوناس جورج الموقوفين بسبب تهريب الأسلحة والذخيرة في بورت ديكس يوم 5 يوليو الماضي في مقاطعة الشمال الغربي.

الأستاذ روبينسون اببير لويس عضو تجمع المحامين في بورت أو ابرينس والأمين العام لسلك المحامين في نفس التجمع والأمين العام لفيدرالية تجمعات المحامين في هاييتي وهو يقدم خدماته كذلك بوصفه مستشارا في ديوان وزير العدل والأمن العمومي وهو يوجد الآن سجينا في السجن الإصلاحية الوطني. حسب تقرير التحقيق الصادر عن مكتب الشؤون المالية والاقتصادية التابع للإدارة المركزية للشرطة القضائية وهو التقرير المتداول على شبكات التواصل الاجتماعي، لم يصدر عن الشرطة الوطنية في هاييتي أي تكذيب والأستاذ روبينسون اببير لويس متهم بأفعال استخدام النفوذ والخيانة وتهمة الرشوة وتكوين جمعية أشرار.

صرح الأستاذ روبينسون اببير لويس في تقرير التحقيق الذي أعده مكتب الشؤون المالية والاقتصادية بأنه تدخل في إطار هذا الملف بوصفه محاميا عن جوناس جورج مالك السفينة "ميس ليلي" التي وجدت على متنها شحنة من الأسلحة والذخيرة. السيدات والسادة أعضاء لجنة التحكيم، أيها المدعون الكرام، تقبلوا أفضل تحياتي.

2014 كانت سنة خروج هذه الموسيقى الأخاذة والمحنة في نفس الوقت "هايتي بلدي هو هاييتي مختلف" وغنى فنانان شعبيان من هاييتي نسختهم الخاصة باللهجة الهايتية. أيتها السيدات أيها السادة أعضاء لجنة التحكيم أسمحوا لي بأن أقدم لكم نسختي الخاصة من هذه الموسيقى لأن كل فئة اجتماعية في هذا البلد تشعر بأنها في هاييتي مختلف.

بلدي الذي يمتد على مساحة 27.750 كلم مربع ويقدر عدد سكانه بـ 11.905.897 نسمة. هذا البلد الجبلي يخترن العديد من المصادر الطبيعية وسكانه مضيفون وكرماء. سيحدثونكم عن تاريخهم الذي هو مصدر فخرهم. بعد كل شيء نحن أول شعب أسود نال الاستقلال. فقد انتصرنا على جيش نابليون العظيم. سكان هاييتي سيحدثونكم عن أنواع موسيقاهم: رازين وتوبا دو وكومبارارا. سيحدثونكم عن طقوس الفودو وعن فن الطبخ لديهم بكل اعتزاز وحب وحماس. ستكتشفون في أوساطنا الريفيه المعني الحقيقي لكلمة

ص خ لم

- p.5 « المحامي آخر الدفاعات في مواجهة التعسف الوقائع »
ميشل سوندارنيز
- p.9 « شيرين أبو عاقلة.. اغتيال صوت لا يُغتال »
كريم المرزوقي شيرين أبو عاقلة
- p.15 « بين الرواسب الاجتماعية المُهينة و الحط من الإنسانية عبر التمييز على أساس الجنس »
افريدريك ناناجينغ
- p.21 « احترام حق الدفاع ضمانات للمحاكمة العادلة »
أحمد عبد الرحمن سيدن
- p.25 « السجائر مضرّة بالصحة ! »
الأستاذ أسامة زاكروبا
- p.29 « وهم رفع التجريم عن الجُرم الصحفي في التوغو »
نولي إلبو اداكلو
- p.33 « من أجل إلغاء عقوبة الاعدام »
الأستاذة إجلال الحولاني
- p.37 « هكذا تنطفئُ شُعلةُ الحقيقة »
محمد عمر السالك

الدورة التاسعة للمسابقة الدولية
للمرافعات حول حقوق الإنسان بموريتانيا

9^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

الخميس 15 ديسمبر 2022
نواكشوط

Jeudi 15 décembre 2022
Nouakchott

Photo : Maître Mebrouk Daifal, Auréat 2021 ©Med Lemine Rogel